ISSN 0024-7650

M 6189 - 1011 - 6,00 F
3796189006007 1011 0

LA BOURSE EN CRISE (p. 2)

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 011 - 17 octobre 1987 - prix : 6 F

lutte ouvrière

Salaires, chômage, les travailleurs ne restent pas sans réactions

LES MINEURS EN GREVE

A QUAND LA GENERALISATION ?

ECHEC A UNE INJUSTICE

Les jeunes, et moins jeunes, membres du Mouvement de la Jeunesse Communiste, qui se sont opposés, dans la nuit du 13 au 14 octobre, à l'expulsion d'un jeune Africain à l'aéroport de Roissy, ont montré que la population, la classe ouvrière, les organisations de gauche ont souvent les moyens de s'opposer aux mesures injustes, même et surtout lorsqu'elles sont faites sous couvert de la loi, soit injuste elle-même, soit tout simplement pas respectée.

D'ailleurs, historiquement, c'est souvent l'intervention directe de la rue qui soit a fait évoluer la législation, soit, il ne faut pas l'ignorer, parfois l'a fait reculer.

C'est ainsi que nous avons vu, par exemple, près de nous, l'année dernière, la jeunesse des lycées et des facs renvoyer le projet de loi Devaquet aux oubliettes. C'est ainsi que nous avons vu plusieurs fois dans l'histoire du mouvement ouvrier de l'après-guerre le gouvernement prendre des mesures de réquisitions contre des grévistes, cheminots ou autres, et être incapable de les faire appliquer. C'est ainsi, aussi, que nous avons vu le gouvernement de gauche obligé, du moins l'a-t-il dit, de remballer son projet de loi sur l'école à cause de manifestations.

Alors, il est juste, il est normal, de faire appel à la force et à l'énergie directe de la population pour s'opposer aux injustices, sans attendre le bon vouloir de ceux qui font les lois et surtout de ceux qui les appliquent.

La seule chose qui est dommage, c'est que le Parti Communiste n'ait pas fait appel à cette énergie des masses, à cette initiative, au mouvement populaire, à la rue, pour tout dire, pour transformer les choses dans un sens favorable aux travailleurs quand lui, le Parti Communiste, était au gouvernement et ne pouvait, selon ses dires d'aujourd'hui, rien faire parce que ses ministres étaient minoritaires. C'était alors, alors que les masses avaient confiance en lui et en elles-mêmes, qu'il fallait agir de cette façon !

Mais ce que fait le Parti Communiste n'est plus que symbolique et c'est sans doute pour faire croire qu'il est dans le camp des opprimés.

Mais ne pas y être au bon moment, c'est ne pas y être vraiment.

Éditorial d'Arlette Laguiller

QUAND LA BOURSE VA, C'EST LA CRISE... QUAND LA BOURSE NE VA PAS, C'EST LA CRISE AUSSI !

"Tempête sur les marchés financiers", **titrent certains journaux, parce que le cours des actions baisse dans toutes les Bourses du monde, de Paris à New York, en passant par Londres et Tokyo. Pour la France, cette baisse est de l'ordre de 10 % en quelques jours.**

Oh, bien sûr, les boursiers ne sont pas à plaindre, car le cours des actions avait monté de 400 % en 5 ans ! Quel est le salarié qui a vu ses économies croître de cette façon-là ?

Alors, les boursiers et tous ceux qui ont leur capital et leur fortune en partie sous forme d'actions peuvent tolérer cette petite baisse. Et puis après tout, on ne va pas les plaindre !

Mais ce n'est pas si simple. Après avoir, depuis 5 ans justement, dans le monde entier, fait pression sur les salaires pour les réduire, et accroître ainsi la marge bénéficiaire des entreprises, ce qui permettait de vendre de plus en plus cher des actions qui représentent des titres de propriété, des droits aux bénéfices, voilà maintenant que rien ne va plus. Et ce sont encore les travailleurs qui risquent d'être victimes de ce "rien ne va plus".

Les experts financiers sont à peu près tous d'accord sur les causes de ce recul des cours de la Bourse. Il serait dû au déficit du commerce extérieur des Etats-Unis. Parce que les Etats-Unis ont les moyens, car ils sont les plus riches et les plus forts, de faire supporter leur propre déficit au monde entier.

Par contre, les mêmes experts, experts en injustices financières du capitalisme, sont très divisés sur les moyens de remédier à cet état de choses. A vrai dire, ils ne savent ni comment empêcher les choses de s'aggraver, ni même comment les choses pourraient évoluer.

De fait, cela peut être un simple accident de parcours et une simple baisse momentanée des cours de la Bourse. Mais cela peut être aussi l'annonce du prochain recul de ces cours gonflés et quelque peu excessifs, car les entreprises n'ont pas augmenté de quatre fois leur valeur réelle durant ces cinq ans. Au contraire, les machines ont vieilli, les murs ont vieilli, les travailleurs, qualifiés ou pas, ont été licenciés, et tout cela n'a pas été remplacé car les bénéfices n'ont pas servi à investir. Les entreprises réelles valent moins aujourd'hui qu'elles ne valaient avant.

Alors, si cette chute des actions s'aggrave, il y a le risque que rien ne l'arrête et qu'elle se transforme en un krach aussi grave que celui de 1929, c'est-à-dire non plus une crise progressive, insidieuse comme nous la connaissons depuis quelque dix ans et plus, mais une crise brutale, gigantesque comme celle de 1929, partie de la Bourse de New York et qui, comme une traînée de poudre, s'est étendue au monde entier, avec son cortège de misères, de faillites, de chômage, et au bout, le fascisme allemand et la Deuxième Guerre mondiale.

Nous n'en sommes heureusement pas là. Mais personne, ni les soi-disant experts, ni qui que ce soit d'autre, ne peut dire si nous en sommes loin.

Comme en 1929, ce serait non seulement une crise économique, mais aussi une crise sociale. D'une part, des millions de chômeurs supplémentaires. Et d'autre part, ceux qu'on appelle des petits porteurs, des parvenus, des gens qui ne sont pas très à plaindre : des médecins, des commerçants, des avocats, qui ont, eux, assez d'économies, couramment un million de francs actuellement placés à la Bourse, et qui pourraient les perdre du jour au lendemain. C'est d'eux que la panique pourrait survenir. Et avec la panique, des millions de gens prêts à se jeter dans les bras de n'importe quel "sauveur".

C'est ce qui s'est passé en Allemagne. Cela pourrait se passer n'importe où aujourd'hui. Tout cela parce que, à six mille kilomètres d'ici, l'Etat de la grande puissance que sont les Etats-Unis n'arrive pas à boucler son budget autrement qu'en empruntant et en faisant baisser le cours du dollar. Par quels mécanismes ? Aucune importance. Il faut simplement comprendre que les gens qui nous disent que si nous avons du chômage en France c'est parce que nous ne travaillons pas assez, parce que nos entreprises ne sont pas assez compétitives, parce que nous devons faire des efforts, parce que nous ne devons pas gagner plus, et même, pourquoi pas, parce que nous devrions gagner moins, ces gens nous mentent honteusement, de Rocard à Le Pen, en passant par Chirac et Barre. Ils se moquent de nous, ils nous méprisent.

Car la crise actuelle, le chômage actuel, n'ont rien à avoir avec notre travail. La crise actuelle, celle qui nous menace, elle est due à leur régime pourri, à des mécanismes économiques archaïques malgré les mots nouveaux dont ils les couvrent, à une société que personne, même pas ses dirigeants et même pas ceux qui en profitent, ne peut maîtriser.

LUTTE OUVRIÈRE (Union Communiste Internationale)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LES PATRONS LICENCIENT POUR FAIRE PLUS DE PROFITS

Aucun secteur de la classe ouvrière n'est à l'abri. Roussel-Uclaf ou Dassault, comme Thomson, ce ne sont pas des petits patrons pris à la gorge, mais des gros trusts qui affichent des bénéfices plantureux dans le même temps qu'ils mettent des travailleurs à la rue.

DASSAULT

Rafale de licenciements

Après la confirmation de 1261 suppressions d'emplois au CCE du mardi 6 octobre et l'annonce de la fermeture de quatre usines, Dassault voudrait-il récidiver ? Une semaine après, *Le Parisien libéré* du 13/10 titrait : *"Dassault : 3000 employés de trop"*. La nouvelle qui a circulé rapidement dans les ateliers de St-Cloud ajoutait encore plus à l'inquiétude des travailleurs. N'est-ce pas de cette manière que depuis plusieurs mois déjà Dassault avait fait courir le bruit des licenciements qu'il annonce aujourd'hui ?

Mais aucun travailleur n'est convaincu par les arguments avancés par Dassault pour justifier de si nombreuses suppressions d'emploi.

Pourquoi priver cette année 1005 travailleurs d'abord, puis 1261 autres de leur emploi et peut-être d'autres encore par la suite ? Parce qu'il aurait fait moins de bénéfices en 1986 et 1987 que les années précédentes et qu'il veut s'en assurer davantage en attendant *"l'avenir fantastique avec le* Rafale" ? Et si nous regardons les bénéfices encore annoncés pour 1986, 293 millions de francs lourds, cela représente 23 millions de centimes pour chacun des 1261 travailleurs qu'il prévoit de licencier. Il y aurait bien là de quoi assurer plus d'un an de salaire à chacun, sans compter tout ce qui a été accumulé ces dernières années qui permettrait à tous les travailleurs de Dassault de conserver leur salaire.

Les travailleurs de chez Dassault ne s'attendaient pas à ce mauvais coup, à l'éventualité de ces licenciements, dans cette entreprise qui était l'une des mieux payées, et où les commandes militaires exorbitantes semblaient protéger les travailleurs du chômage.

Seulement, les bruits que continue à faire courir Dassault font pressentir qu'il s'en prépare d'autres et que cette fois il faudrait être prêt à le faire reculer. D'ailleurs, à force de se croire tout permis (il vient d'engager une procédure de licenciement contre trois militants de la CGT et du PCF qui ont, le jeudi 8 octobre, envahi la salle du CCE pour protester contre les licenciements), c'est peut-être Dassault lui-même qui déclenchera la colère salutaire des travailleurs.

Et à 15 700 dans le groupe, ils ont des moyens de faire payer cher à Dassault ses licenciements, s'il ne veut pas reculer.

Correspondant LO

Peut-être travaillait-il chez Thomson ou Dassault... ce chômeur parisien de 23 ans, devenu cireur de souliers ? Ce sont les «petits boulots» que leur politique de gros profits nous réserve à tous.

(Photo AFP)

ROUSSEL-UCLAF

Amère pilule

Le groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf dont les actionnaires largement majoritaires sont Hoechst et l'Etat français, est une société prospère. Elle a vu ses bénéfices nets se multiplier par quatre après 1982, en moyenne 400 millions de francs pour chacune de ces quatre dernières années. Et cela avec seulement 16 000 salariés, dont 10 000 en France.

Après la vente des parfums Rochas pour un demi-milliard de francs et d'autres filiales jugées pas assez rentables, le directoire de RU par la bouche du PDG, Edouard Sakiz, a claironné à la presse ses intentions d'acheter d'autres laboratoires, d'autres grandes marques aux USA et en France, pour une somme de... 3 milliards de francs, nouveaux, bien sûr !

Depuis, pas de nouvelles publiques de ces achats... mais dans les établissements RU les conséquences commencent à arriver...

Après une réduction larvée des effectifs, maintenant la direction vient d'annoncer que d'ici à la fin de l'année 1987, des centaines de salariés doivent être licenciés. Pour le moment avec des indemnités : licenciements à partir de 56 ans et demi avec compensation pour compléter la différence entre les ASSEDIC et le salaire jusqu'à 60 ans et licenciements négociés pour les volontaires avec primes liées à l'ancienneté, ce qui fait pour un ouvrier ayant 10 ans d'ancienneté environ 140000 F, et 200000 F pour ceux ayant 20 ans de maison, et inscription aux ASSEDIC.

Mais ces licenciements «à l'amiable» ne suffiront pas, a déjà annoncé la direction, et l'année prochaine il n'y aura peut-être plus d'aides aux licenciements !

La surprise passée, le personnel se pose des questions. Dans l'établissement de Romainville par exemple, ces derniers jours, la majorité du personnel a passé l'essentiel de ces journées à parler... de politique. Même ceux qui veulent se faire licencier et qui font leurs comptes, même ceux qui sont heureux de se sauver à 56 ans et demi, tout le monde discute restructuration, spéculation, qui décide de notre sort, la réduction générale des emplois, le blocage des salaires, l'augmentation des profits sur un marché de plus en plus restreint, sur les magouilles des licenciements sur le compte des ASSEDIC, sur les similitudes avec Dassault, Thomson, etc.

La grève des mineurs du Nord continue :

Ils n'acceptent pas d'être jetés à la rue

Les mineurs de fond du Nord-Pas-de-Calais ont entamé leur troisième semaine de grève. Parmi eux, les mineurs marocains, à 2 500, se retrouvent pratiquement les seuls à continuer. Mais comme ils sont le plus directement à la production, celle-ci est bloquée. La direction des Houillères leur a mis le dos au mur en voulant les renvoyer dans leur pays, sans leur garantir les moyens de vivre, de se soigner, de réintégrer un autre emploi.

Ces travailleurs n'acceptent pas d'être "jetés" comme ça, et ils se battent. Le sort que veulent leur faire les Houillères n'est pas dû au fait qu'ils sont marocains. Les mineurs "français" sont d'ailleurs polonais, italiens, ou yougoslaves d'origine, simplement, pour la plupart, de la génération d'émigrés précédente.

Et on peut dire que tous les travailleurs licenciés, ici ou là, dans toutes les entreprises du pays (ils sont des dizaines de milliers en ce moment) se retrouvent, comme les mineurs marocains, le dos au mur. Même lorsqu'ils sont techniciens, ingénieurs, et pas parmi les plus mal payés, comme chez Dassault, ou à Technip, sans parler de ceux de Thomson ou de Renault, ils sont aussi finalement tous des Marocains, face aux patrons pour qui seul le profit compte.

Après le chahut des députés lepénistes à l'Assemblée nationale,

L'auguste parlement : un hémicycle rarement plein si ce n'est -comme ci-dessus - pour une séance inaugurale. (AFP).

Le psychodrame des députés du Front National à l'Assemblée nationale qui, au cours d'une nuit mouvementée, ont voté à la place de leurs adversaires et pris d'assaut la tribune devant un hémicycle quasiment vide (la quasi-totalité des députés des autres formations politiques étant absente), a libéré des torrents d'indignation de la part de toute la classe politique française et du petit monde journalistique.

Après cette mémorable nuit, les uns et les autres se sont érigés en défenseurs irréductibles de l'institution parlementaire.

Quant à Le Pen et ses députés, ils se défendent vigoureusement d'avoir voulu attenter aux prérogatives du parlement. Le Pen a déclaré qu'ils ont voulu, à cette occasion, "défendre la démocratie, donner la parole au peuple" et "dénoncer la dérive du système parlementaire," en profitant d'une occasion où les absents étaient particulièrement nombreux, pour en faire la dénonciation publique.

QUE DÉFENDENT LES «DÉFENSEURS» DU PARLEMENTARISME ?

On ne sait lequel des deux camps est le plus hypocrite, des lepénistes qui disent défendre les "droits du peuple" ou de ceux qui prétendent défendre "la démocratie" dans le système parlementaire actuel.

Le Pen ose se réclamer des droits du peuple, lui qui, pour parvenir au pouvoir, n'hésite pas à essayer les pires démagogies : le racisme, l'antisémitisme ou l'antiparlementarisme. Cela ne marche d'ailleurs pas à tous les coups : il y a certains "détails" qui parfois ne passent pas. Mais ce qui est sûr, c'est que s'il parvenait au pouvoir, ce serait avec le soutien de la bourgeoisie, et sur le dos des travailleurs, avec une dictature sans phrases, pas pour défendre les droits du peuple, mais pour les supprimer complètement. En est-il capable, à supposer que les circonstances s'y prêtent, c'est autre chose.

Mais si un jour Le Pen représente un danger imminent pour les travailleurs, s'il est un jour capable de faire des démonstrations de force ailleurs que dans un parlement déserté par les autres députés, il faudra certainement que les travailleurs s'allient avec toutes sortes d'"adversaires" de Le Pen contre ce dernier. Mais alors, les travailleurs devront conserver une méfiance de tous les instants envers ces alliés-là, comme ils doivent dès maintenant ne pas se laisser mystifier par ceux qui disent s'opposer à Le Pen, parmi les politiciens et les journalistes qu'ils inspirent.

Car on ne sait pas si c'est un Le Pen, ou un autre, encore dans les rangs du RPR de Nouvelle-Calédonie par exemple (qui vient d'organiser une milice pour briser les grèves), qui sera en mesure de prendre le pouvoir un jour pour bâtir un tel régime. Mais en ce qui concerne les défenseurs du parlement et de la démocratie, il faut bien voir qu'ils sont surtout actuellement plus les concurrents de Le Pen que ses adversaires.

Quant à la démocratie parlementaire, ce sont ces gens-là qui, de constitution en constitution, de gouvernement en gouvernement, se sont employés à la réduire à rien, en faisant en sorte que les minorités (et même l'opposition de 49 % des électeurs, quand ce n'est pas de 51 %) n'aient quasiment plus aucune possibilité d'expression au parlement (quand elles y sont représentées !) pour aboutir à la situation actuelle où non seulement la Chambre des députés n'a aucun pouvoir réel sur l'exécutif, mais où elle n'a même plus aucun pouvoir délibératif tant le parti qui gagne les élections voit ses prérogatives augmenter et sa représentation parlementaire artificiellement gonflée. Qu'on s'étonne ensuite que les députés n'éprouvent plus le besoin d'être présents lors de "débats" aux issues sans surprise, qui bientôt n'auront peut-être plus grand-chose à envier à ceux des régimes à parti unique. C'est ce que dit Le Pen. Mais s'il peut se permettre de le dire, c'est parce que les autres l'ont fait.

C'est si vrai que le centre des affrontements politiques se situe aujourd'hui autour du couple Mitterrand-Chirac, et plus généralement s'est déplacé du parlement au tandem président de la République-Premier ministre, qu'il y ait ou non d'ailleurs cohabitation entre la droite et la gauche socialiste.

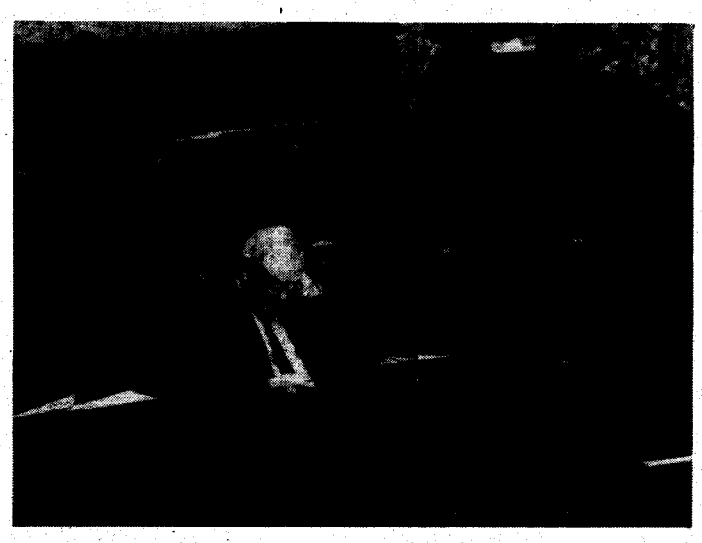
Alors, face à un "démocrate" musclé comme Le Pen, droite et gauche se renvoient la balle. La droite dit à la gauche : par votre faute, grâce à la proportionnelle que vous avez instituée après 1981, vous avez permis à Le Pen d'avoir des députés. Mais même si Le Pen n'avait pas de députés, et même s'il ne pouvait pas se présenter aux prochaines présidentielles parce que le RPR aurait réussi à dissuader suffisamment de maires de signer pour lui, cela n'empêcherait pas Le Pen de représenter un courant d'opinion dans le pays. Supprimer sa représentation parlementaire masquerait l'existence de ce courant, mais ne l'empêcherait pas d'exister.

Car toute cette droite qui se fait le défenseur de la tradition parlementaire, ne cherche pas à combattre Le Pen. Elle n'est gênée par Le Pen que sur le plan strictement électoral : c'est sa représentation électorale, au parlement et ailleurs, qui lui pose problème, car il les concurrence sur leur droite, pas l'existence d'un courant Le Pen.

De son côté, la gauche socialiste reproche à la droite ses alliances électorales, ici et là, avec les partisans de Le Pen. Seulement, les reproches de la droite, qui accuse les socialistes d'avoir donné à Le Pen une représentation au parlement, ne sont pas si infondés que cela. Car là aussi, ce n'était pas le retour à une plus grande démocratie parlementaire qui avait inspiré la gauche au gouvernement. La "proportionnelle" mitonnée par les socialistes était tout juste calculée, avec son seuil à 5 %, pour que l'extrême-droite ait des élus (sans que l'extrême-gauche par contre puisse en avoir) et puisse gêner la droite sur sa droite, en l'obligeant soit à passer des accords avec Le Pen pour garder la majorité, soit à s'en démarquer en perdant des voix.

Tous ces calculs politiciens n'ont vraiment rien à voir avec la défense des libertés, ni avec un combat politique contre Le Pen.

André LAURIOT

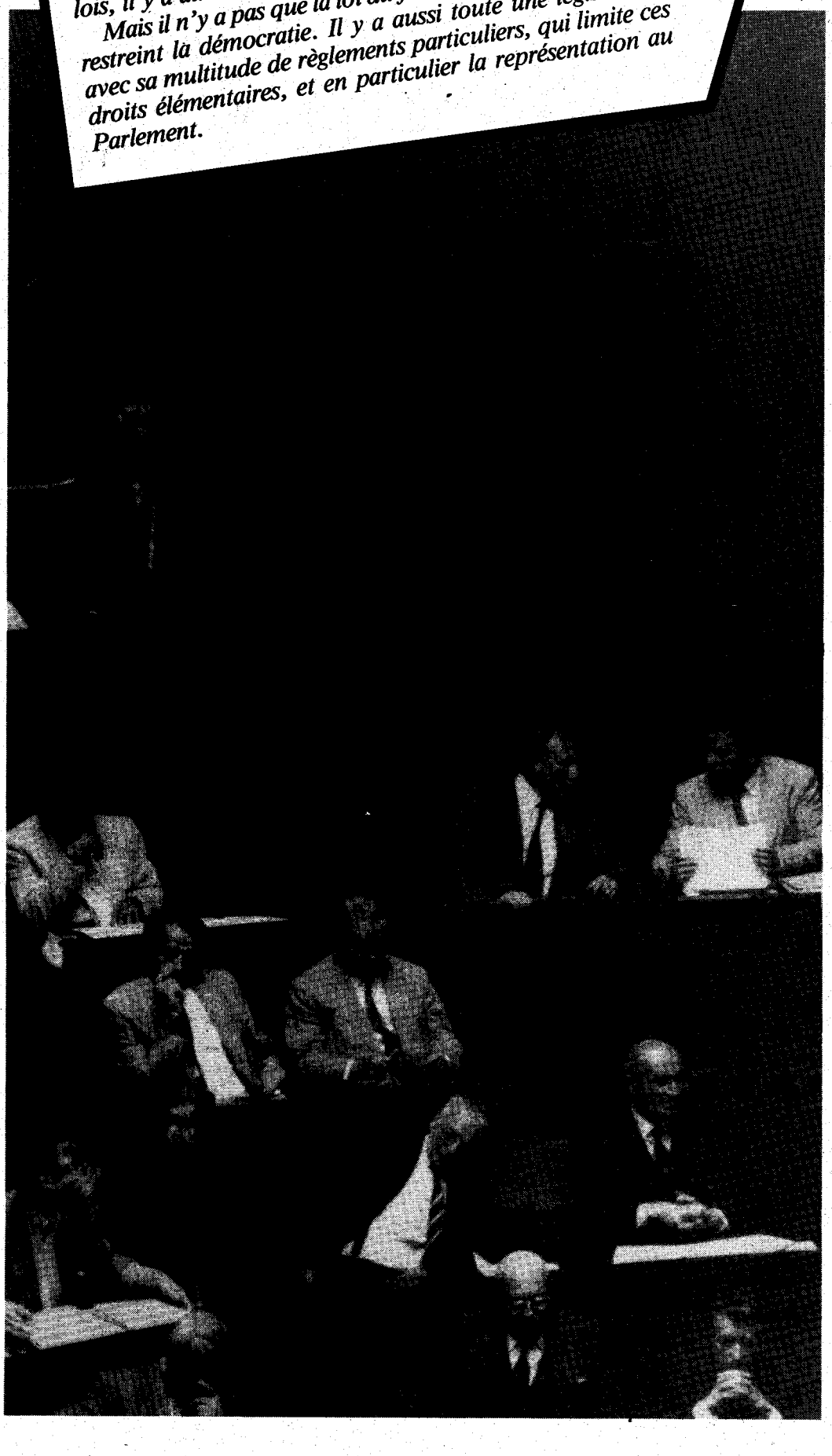


Les bancs du Front National sont souvent vides aussi (comme ce 23 avril 1986 où des questions économiques et sociales étaient pourtant discutées) quand ses députés n'y viennent pas spécialement pour faire du scandale...

LA DÉMOCRATIE... ET LA REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE

La démocratie, quand le mot a un sens, c'est la liberté d'expression, le droit de réunion, d'association, de grève, le droit de s'associer en organisation politique, et le droit de se présenter aux élections comme celui d'être représenté dans les institutions politiques... Même quand ces libertés existent, on sait bien qu'elles sont plus larges pour ceux qui ont de l'argent, que pour ceux qui n'en ont pas. Car s'il y a les lois, il y a aussi la loi du fric.

Mais il n'y a pas que la loi du fric qui, dans cette société, restreint la démocratie. Il y a aussi toute une législation, avec sa multitude de règlements particuliers, qui limite ces droits élémentaires, et en particulier la représentation au Parlement.



LA LOI DU FRIC ET LES CONSTITUTIONS SUR MESURE

Car les grandes formations politiques, celles qui alternent ou cohabitent au gouvernement, ont peur des petites. La preuve, c'est qu'elles s'en protègent. Ceux qui gouvernent n'aiment pas devoir affronter toutes les nuances de l'opinion. Toute leur législation constitutionnelle et politique vise à fabriquer de grands partis, à simplifier la vie politique du pays, et tend à la réduire aux joutes entre deux grandes formations qui n'ont même pas le mérite de prôner des politiques différentes, en exerçant sur ceux qui pensent autrement le chantage du "vote utile".

Quand ces gens-là disent que Le Pen s'en prend au parlementarisme, c'est peut-être vrai. Mais eux, cela fait longtemps qu'ils s'en sont pris à la démocratie parlementaire.

La Constitution de la IVe République, après la dernière guerre, accordait plus d'importance au Parlement que celle de la Ve, ce qui ne l'empêchait pas de représenter plus les formations bourgeoises que les travailleurs. Mais après 1958, avec la Constitution de la Ve République, de Gaulle chercha explicitement à réduire le pouvoir du Parlement, et, au Parlement, la représentation des formations minoritaires, en particulier celle du Parti Communiste, sous prétexte d'efficacité gouvernementale. Il se tailla une constitution sur mesure, qui n'instituait qu'un parlement-croupion aux pouvoirs très limités. Pour plus de sûreté, comme sous la IVe République, le scrutin majoritaire à deux tours amplifiait les majorités, en donnant parfois jusqu'aux deux-tiers des sièges au parti ou à la coalition qui obtenait juste la majorité, même de très peu. Comme les majorités gagnantes ne dépassent que de très peu les 50% des voix, à chaque élection, c'est près de la moitié des électeurs qui n'a aucune représentation gouvernementale, ni même aucune chance de faire passer tel ou tel choix à la chambre. Mais c'est la "démocratie" selon tous ces gens-là.

ET LA "PROPORTIONNELLE"... PROPORTIONNEE AUX CALCULS DES GRANDS PARTIS.

Et même quand le mode d'élection fut le scrutin "proportionnel" voté après 1981 (avant que le scrutin majoritaire soit rétabli par l'actuelle "majorité"), il ressemblait plus au scrutin majoritaire qu'à une réelle proportionnelle, car un seuil fixé à 5% permettait d'éliminer toute représentation des minorités. Ces 5% représentent environ 1 500 000 électeurs, dont on estime que les opinions ne sont pas dignes d'être représentées.

UN PARLEMENT DE PLUS EN PLUS CROUPION

Les débuts de la IVe République conservaient, au moins au Parlement, l'apparence de jouer un rôle politique. Les députés y faisaient et défaisaient des alliances, discouraient, pouvaient renverser le gouvernement. L'absentéisme n'était pas rare, mais il pouvait avoir des conséquences politiques. Avec la Ve République, les pouvoirs du Parlement étaient réduits, comme l'importance des décisions qu'il avait à prendre. Les députés votaient alors par bloc, toujours les mêmes, et l'existence d'une majorité et d'une minorité figées enlevait par avance toute incertitude quant au résultat d'un vote.

Dans ces conditions, la présence de l'ensemble des députés s'avéra de moins en moins nécessaire : il suffisait aux absents de déléguer leur droit de vote aux présents de leur formation. Le nec plus ultra a été atteint avec la pratique, acceptée par le Conseil constitutionnel, qui permet à un seul député de voter par délégation pour 150 collègues ! Bien des votes se sont passés de cette façon caricaturale.

LA VRAIE DEMOCRATIE... ELECTRONIQUE.

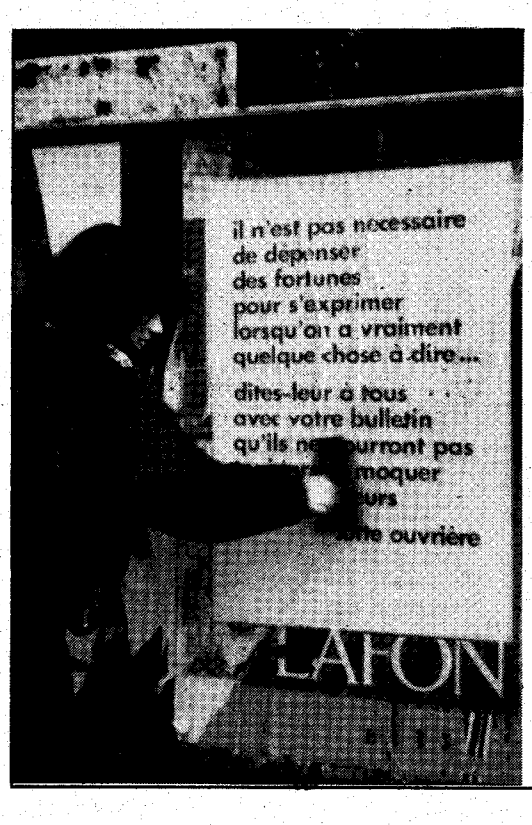
En somme, on en arrive à la situation suivante : les électeurs, comme avant, délèguent leurs pouvoirs aux députés, qui, eux-mêmes, les progrès de l'électronique aidant, les délèguent aux quelques malchanceux désignés pour tourner leur clef à leur place dans les séances de jour comme de nuit !

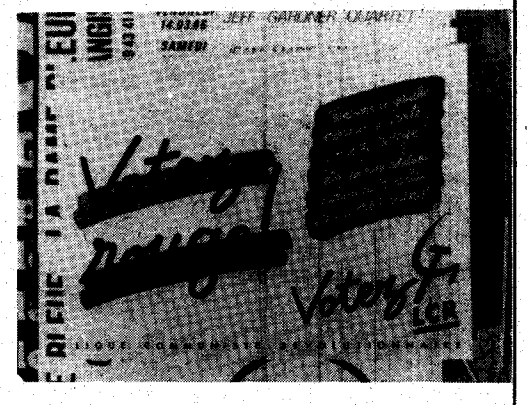
Tant qu'à se servir de l'électronique, on pourrait faire appel à elle pour élargir la démocratie, plutôt que pour la restreindre jusqu'au ridicule. A vrai dire, c'est même toute cette "démocratie" indirecte, et de plus en plus indirecte, que l'existence du vote électronique devrait rendre caduque, en rendant enfin techniquement praticable la démocratie directe. Après tout, le minitel permet déjà de faire des sondages presque instantanés au cours de bien des émissions télévisées. Le vote rapide de millions de citoyens sur toutes sortes de problèmes serait-il moins représentatif, moins démocratique, que celui de quelques députés qui manipulent les clefs électroniques de leurs collègues absents ?

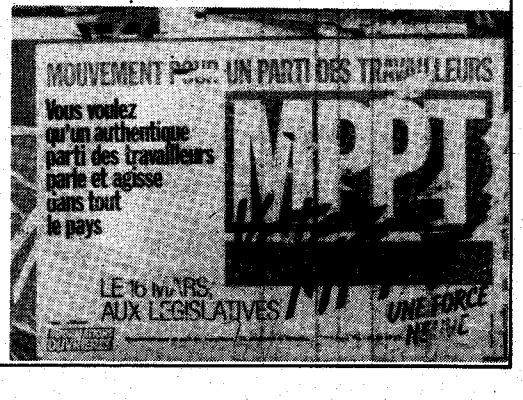
Evidemment, cela fait partie du domaine de l'utopie, pas technologique, mais politique et surtout sociale, tant il est vrai que tous ces gens-là tiennent avant tout à défendre leur société plus qu'ils ne défendent le pouvoir du peuple.

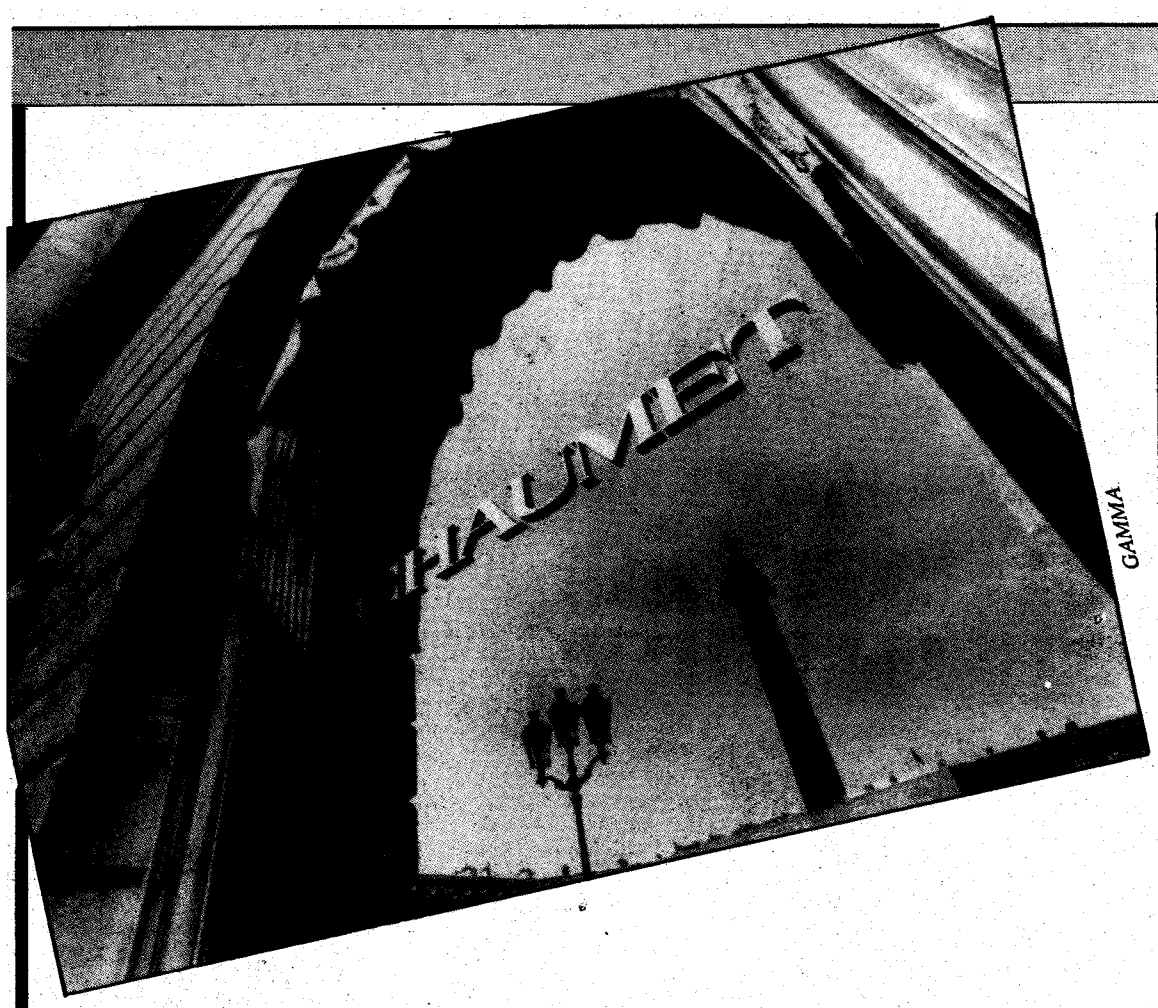
André LAURIOT

Des idées ou des courants n'ont pas droit de cité au niveau des institutions parlementaires. Beaucoup de "minoritaires" recueillent pourtant suffisamment de suffrages pour mériter d'être représentés si... la "représentation" était proportionnelle.









GAMMA

LA DROGUE EN SERINGUE ET CELLE EN BOUTEILLE

Depuis lundi, à Laon, est ouvert un procès spectaculaire : 63 personnes, coureurs cyclistes, médecins, pharmaciens, y sont accusées d'avoir utilisé des produits dopants interdits, ou de les avoir prescrits. Les accusés risquent jusqu'à dix ans de prison.

Dans le même temps, au gouvernement, on discute ferme pour trouver le moyen de convaincre les marques d'alcool qu'elles ne sont pas visées par la loi qui leur interdit théoriquement de parrainer des manifestations sportives.

Comme les chevaux de course, les gladiateurs modernes que sont les sportifs de haut niveau ou pas sont bourrés de drogues diverses, médicaments, anabolisants et autres amphétamines.

Mais dans cette société où le fric est roi, d'un côté on fait semblant d'empêcher cela pour quelques centaines de personnes que l'on traîne devant des tribunaux. De l'autre côté, on laisse les publicitaires inciter des millions de gens à détruire leur santé pour le plus grand profit des marchands d'alcool.

J.R.

Affaire Chaumet :

CHALANDON DE MOINS EN MOINS NET

Le Monde du 13 octobre fait état d'éléments nouveaux quant à la nature des liens entre Albin Chalandon, actuel ministre de la Justice, et les frères Chaumet, joailliers milliardaires accusés d'opérations financières frauduleuses : Chalandon ne se serait pas contenté de déposer des bijoux familiaux chez Chaumet, il aurait également placé des fonds chez les diamantaires.

Chalandon s'est senti outragé par les révélations du *Monde,* qu'il a d'ailleurs attaqué en justice. Ces placements financiers seraient répréhensibles, selon l'interprétation du *Monde,* non répréhensibles selon celle de Chalandon, mais de toute façon leur existence contredit tout ce qu'a affirmé Chalandon depuis les nombreux mois qu'a éclaté l'affaire.

Il est vrai que depuis l'affaire Nucci, on voit sortir des cadavres de tous les placards : Nucci, lui, est traîné devant la Haute Cour pour répondre de détournements de fonds; pour Chalandon, tout de même ministre de la Justice, l'enquête a l'air de prendre un autre rythme... Les principaux intéressés à la progression de l'enquête, les victimes de Chaumet constituées en partie civile, n'ont pas eu, jusqu'à présent, accès au dossier : une de ces victimes, rapporte *Le Monde,* s'est constituée partie civile en juin; en juillet, le juge d'instruction refuse de lui donner accès aux pièces, ce qui est, paraît-il, tout à fait légal. Fin septembre, la requête est renouvelée, mais ce coup-là, le juge est en vacances, et son remplaçant a reçu la consigne de ne donner aucune information ! Enfin, le 9 octobre, le dossier est accessible au plaignant, mais les pièces sont, pour la plupart, dispersées entre les différentes instances. Et par malchance, le juge a oublié de faire des photocopies des documents.

Par ailleurs, "l'indépendance" de la justice, de la police et autres services concernés, ne semble pas rendre magistrats et hauts fonctionnaires plus désireux de pousser plus loin l'enquête : l'instruction est confiée à plusieurs équipes indépendantes, ayant chacune une vision très partielle de l'affaire, et personne ne semble s'en plaindre !

Comment s'en étonner puisque tous ces gens-là dépendent, tout en étant parfaitement indépendants bien sûr, du ministre de la Justice ...Chalandon.

Un autre article du même numéro du *Monde* montre les différentes activités de la maison Chaumet, la vitrine constituée par la vente des pierres précieuses, et la coulisse, lieu d'activités bancaires dont le moindre intérêt n'était pas de compenser des problèmes de trésorerie; la maison Chaumet proposait des placements avantageux, non déclarés au fisc, camouflés sous forme de ...placements de bijoux; sur la liste des créanciers des frères Chaumet, apparaît le nom d'Albin Chalandon.

Décidément, Chalandon semble marqué par le sort : depuis le scandale des "chalandonnettes" (un vaste marché de maisons individuelles passé sous l'égide de l'Etat, alors qu'il était ministre ...de la Construction, et dont beaucoup se révèlèrent très vite inhabitables), en passant par les textes de lois récents dont il fut l'initiateur et qui sont tous passés à la trappe, le voilà maintenant en situation d'être assigné à témoin dans une sombre affaire de fraude fiscale.

A ce rythme, Chalandon ne pourra peut-être pas rester ministre de la Justice bien longtemps : mais rassurons-nous, son avenir n'est pas seulement lié à sa carrière politique. Même si, décidément, les diamants ne portent pas chance en France aux hommes politiques de droite. Chalandon trouvera bien des compensations dans la simple gestion de sa fortune personnelle, qui lui permet de perdre six millions de francs sans paraître en souffrir beaucoup.

Alain CHEVRARD

GAMMA

UN CHIFFRE PEUT EN CACHER UN AUTRE

Les ex-ministres socialistes se réveillent : à six mois des élections, ils découvrent des tas de choses ! Cette semaine, c'est Michel Delebarre, ancien ministre socialiste du Travail, qui fait une remarque pertinente sur le chômage, en s'appuyant sur des chiffres fournis par ses experts. Selon lui, 1 400 000 personnes étaient concernées par le "traitement social du chômage" en juin 1987. Ces personnes, que l'on place dans les "catégories intermédiaires", c'est-à-dire qu'elles n'entrent ni dans les chiffres du chômage ni dans ceux de l'emploi, sont dispersées entre les stages en entreprise, les opérations en faveur des chômeurs de longue durée, les formules de préretraite, les dispenses de recherche d'activité et les radiations de l'ANPE.

Selon Delebarre, le nombre de chômeurs réels en France s'élèverait donc en réalité à 4 millions (les 2,6 millions officiellement déclarés plus 1,4 million "traités"). Ce qui est très au-dessus des chiffres officiels.

On voit que lorsque Séguin et le gouvernement osent parler de la "baisse" du chômage ils se moquent ouvertement de nous.

Mais remarquons au passage que ce "traitement social du chômage", c'est-à-dire en fait le traitement statistique du chômage, existait déjà sous les socialistes.

Et si les socialistes reviennent au gouvernement, il faudra se souvenir des chiffres de Delebarre !

Lilisne LEFEBVRE

La candidature de Juquin,

GUÈRE D'ILLUSIONS À SE FAIRE

Le lundi 12 octobre, Pierre Juquin annonçait sa candidature à l'élection présidentielle au journal d'Antenne 2 (Photo Gamma).

Pierre Juquin a annoncé officiellement, lundi 12 octobre, sur Antenne 2, sa candidature à l'élection présidentielle de 1988. Il a donc franchi le pas et choisi la rupture définitive avec le PCF. Il affirme en effet qu'il n'est le *"candidat d'aucun groupement, d'aucune organisation, d'aucun parti"*. Et le Comité central du PCF a entériné cette rupture en l'excluant.

Tout ce qu'il choisit de dire pour le moment ne permet pas vraiment de le situer dans le camp de la classe ouvrière. Il veut s'adresser aux jeunes, aux immigrés, au "mouvement social", au *"jeune créateur d'entreprise à qui les banques proposent des prêts à 11%"*...

Il parle de tout ce qui est dans l'air du temps et entend *"capitaliser tout ce qui se met en mouvement dans la société française"*, comme les mouvements antiracistes, le mouvement étudiant, celui des cheminots. On voit bien que ce n'est pas un critère de classe qui détermine ses choix. C'est la "société française" qui le préoccupe.

Il prétend qu'il faut tout "rénover" (la politique, l'économie, les rapports de la France avec l'extérieur), mais au nom de qui, au nom de quoi? C'est plus difficile à savoir.

Tout ce qu'on sait de précis sur Juquin, c'est qu'il a souvent changé d'opinion, c'est-à-dire qu'il a suivi et défendu tous les virages successifs du PCF (et il y en a eu !) depuis les années 60.

Ainsi, comme le rappelle *Libération* du 13 octobre, en 1978, il fit, au nom du PCF, un tour de France anti-Union de la gauche après la rupture avec le PS.

Puis en 1982, il devint le porte-parole officiel du PCF qui participait à ce moment-là au gouvernement de la gauche.

Juquin, c'est un politicien chevronné qui prend pour le moment bien soin de ne pas s'engager sur des formules trop précises. Il laisse croire qu'il représente la possibilité d'un changement par rapport au PCF et au PS. Mais il se garde de dire de quel changement il s'agit.

Son langage est pour le moins ambigu, parfois même hypocrite. On en a un exemple, petit mais révélateur, avec sa déclaration sur sa position au deuxième tour des présidentielles : il appellera à voter pour le *"candidat de gauche le mieux placé"*. Tout le monde sait qu'il n'y aura pas de candidat communiste au deuxième tour. Que ne dit-il donc clairement qu'il appellera à voter pour le candidat socialiste? Que ne dit-il qu'il appellera à voter pour ce candidat, quel qu'il soit : Mitterrand, Chevènement, Jospin, Poperen ...ou Rocard?

C'est, bien sûr, un choix d'appeler à voter pour le PS que nous ne partageons pas, mais ce n'est pas ce choix qui nous semble le plus révélateur. C'est la façon dont il est dit. Pourquoi l'annonce-t-il de cette façon détournée? On mesure, à ce type de formules hypocrites, la confiance que les travailleurs pourraient faire à l'homme politique Juquin.

Cela dit, il a raison de se présenter aux élections présidentielles : cela permettra de savoir ce qu'il a à dire et de voir ce que cela représente, électoralement parlant. Quant à ceux qui le soutiennent sans réserves, sans critiques, ils soutiennent en fait quelqu'un qui n'est pas dans le camp du prolétariat, quelqu'un qui est un adversaire du communisme prolétarien.

C'est surtout regrettable pour la LCR qui va utiliser son faible crédit à entretenir des illusions supplémentaires sur un homme qui ne peut que tromper les travailleurs, et maintenant, et plus tard. Car en cela, Juquin est au moins l'égal de Lajoinie ou des dirigeants du PS.

Et s'il réussit, Juquin peut créer de nouvelles illusions parmi les travailleurs qui ont été déçus, à juste titre, et par le PS et par le PCF.

Nul ne peut l'empêcher d'en créer.

Mais nous ne sommes pas de ceux qui l'aideront à le faire.

Et nous ne pensons pas que les camarades de la LCR devraient être de ceux-là même si cela peut leur permettre ultérieurement de se flatter que "leur" candidat a fait un score supérieur à celui qu'aurait fait Krivine... Ce qui n'est d'ailleurs même pas certain.

Liliane LEFEVBRE

LA MINUTE DE VÉRITÉ

Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, invité de *L'heure de vérité* le mercredi 7 octobre sur A2, a annoncé que si les socialistes revenaient au pouvoir, ce ne serait pas pour revenir à ce qu'ils faisaient avant mars 1986 : *"On doit tenir compte d'un certain nombre de choses qui se sont produites."*

Il n'y a pas de doute à avoir sur ce qu'il entend par là. Jospin n'envisage pas d'abandonner la politique anti-ouvrière qui a été celle du PS au gouvernement de 1981 à 1986. En 1981, *"la gauche était allée trop vite"*; pour 1988, on ne songe plus aux *"grandes réformes"* (desquelles Jospin parle-t-il donc?) mais à avancer vers *"des changements de la vie quotidienne"*.

Pourtant, face à l'accusation de Claude Cabannes, l'un des éditorialistes de *L'Humanité*, selon laquelle le PS aurait tout simplement *"renoncé à changer la vie"*, Jospin a reconnu qu'il y a là une vraie question. Tiens donc!

Résultat, l'émission n'était pas plus intéressante que bien d'autres. Dans un des sondages, qui sont traditionnels à la fin de l'émission, on demanda aux gens s'ils pensaient qu'avec les socialistes au gouvernement il y aurait des augmentations de salaires. La réponse fut non pour la grande majorité d'entre eux. Jospin commenta ce résultat en disant : *"Les gens sont réalistes"*...

Ils ont surtout perdu une partie de leurs illusions sur Jospin et ses amis du Parti Socialiste.

L.L.

DEVINEZ QUI PARLE SI CLAIREMENT DE LA COMPLEXITÉ DES CHOSES

En tournée, un politicien français a livré en public le fruit de ses savantes méditations concernant les problèmes sociaux.

Sur les charges sociales : il est *"nécessaire de les stabiliser à leur niveau actuel"*.

OK, disent les patrons.

"Dans un deuxième temps, il faut réfléchir aux moyens d'abaisser le coût du travail".

Et pan pour les salaires!

Quant au partage du travail, ce politicien ne l'envisage qu'accompagné d'une réduction des salaires.

Sur les "droits acquis", il est prêt à revenir dessus, pour permettre aux patrons d'affronter les *"tempêtes"* de la concurrence, selon son expression non dénuée d'une certaine poésie. En fait, il ne le dit qu'en privé, aux journalistes dans l'avions du retour, mais il est prêt à pas mal de choses, y compris revenir sur le SMIC, si les syndicats acceptent d'en négocier la suppression.

Bref, voilà une programme très clair...

Alors, son nom? Barre, Léotard?...

Non, c'est tout simplement Rocard, ex-homme de gauche, dans un meeting à Lorient.

Ça vous fait sourire, vous?

Pierre REDON

Salaires, chômage,
Les travailleurs ne restent pas sans réactions

MAIS SEULE LA CRAINTE D'UNE
POURRAIT FAIRE RECULER LES

UNE RÉPÉTITION GÉNÉRALE ?

Chez Bull (Angers)

Bull, la plus grosse entreprise industrielle d'Angers, emploie 2400 personnes dans l'usine principale et plusieurs centaines dispersées dans d'autres établissements dans la ville.

Le mouvement a débuté le 23 septembre, curieusement, à l'annonce par la direction de l'octroi d'une prime de 2 000 F pour tout le personnel au 1er janvier 1988. Cette prime a été considérée par la majorité des travailleurs, y compris les techniciens, très nombreux dans l'entreprise, et certains cadres, comme une provocation de la direction. Et c'est sur l'exigence du maintien du pouvoir d'achat par des augmentations générales de salaires que le mouvement a démarré.

Mais cette grève avait été aussi préparée par le syndicat FO de l'entreprise animé majoritairement par des camarades du MPPT et où se retrouvent beaucoup de militants exclus de la CGT, il y a quelques années. Contrairement aux autres militants de cette tendance qui menaient campagne pour la défense de la Sécurité sociale, eux, depuis plusieurs mois, faisaient une propagande active et systématique sur le problème des salaires : chiffrant les pertes subies depuis 1982, faisant signer une pétition, avant les vacances, réclamant 5 % et 500 F d'augmentation immédiatement.

Pout tout le monde, y compris pour la presse locale, il était patent que cette grève avait été voulue et préparée par le syndicat FO, même s'il a fallu attendre le ralliement des autres syndicats, CGT et CFDT, pour que le mouvement démarre.

Malheureusement, ni les militants regroupés dans FO qui ont été capables d'être le facteur actif dans le déclenchement de la lutte, ni les militants des autres organisations syndicales qui ont participé au sein de l'intersyndicale à la direction du mouvement n'ont su élargir ce dernier et tenter de l'étendre à d'autres entreprises de la région, pour lui donner sa seule véritable chance de réussite.

Et cela est d'autant plus regrettable que la situation locale - deux autres grandes entreprises de la région, Thomson et les Ardoisières, étaient elles aussi en lutte sur les salaires - ouvraient de réelles perspectives de généralisation au mouvement.

Dès le premier jour de la grève, le jeudi 1er octobre, les grévistes au nombre de 1200, en assemblée générale, exigeaient que ce soient leurs représentants qui aillent négocier avec la direction au côté des organisations syndicales. Chaque service a donc élu un délégué chargé de les représenter. Il y avait là l'embryon d'un comité de grève, fort de la confiance des grévistes. C'était l'intersyndicale, sous la pression des grévistes, qui avait dû appeler à l'élection de ces délégués de service.

Malheureusement, aucun militant n'a eu la volonté de se battre pour l'élection d'un comité de grève qui existait physiquement. Il ne lui manquait que d'être formellement élu et désigné comme tel pour être la direction reconnue du mouvement, et, bien sûr, la volonté de l'être réellement. Bien sûr, un tel comité de grève n'aurait pas été en lui-même un facteur suffisant de réussite. Mais il aurait permis de poser à tous les travailleurs de Bull le problème de la généralisation de leur grève, et pas seulement aux responsables syndicaux qui généralement ne veulent pas entendre parler d'une telle extension. Peut-être justement les militants à l'origine du mouvement auraient-ils pu ainsi s'appuyer sur les travailleurs eux-mêmes pour surmonter le barrage des autres syndicalistes.

A ce moment-là, l'ensemble des grévistes va décider le blocage complet des portes pour le lendemain, blocage complet qui durera plus d'une semaine. Bien souvent les syndicats enferment les travailleurs en lutte dans le piège de ce faux radicalisme.

Pendant tout le mouvement, une partie serrée va se jouer entre la direction, les syndicats, les 500 ou 600 grévistes mobilisés aux portes de l'usine chaque jour. La direction va dès le début mobiliser chaque jour une partie de son encadrement et essayer d'entraîner derrière elle les travailleurs non grévistes.

Sans grand succès, car si ceux-ci étaient contre le blocage des portes, la grande majorité, y compris les cadres et la maîtrise, était favorable aux revendications posées par les grévistes. Et quand, mercredi, après un meeting fait par le directeur pour entraîner derrière lui le personnel non grévistes, une porte s'est ouverte par surprise, il n'y a que deux cents personnes qui l'ont suivi la grande majorité refusant de rentrer dans ces conditions.

Pour entrer, il n'y avait eu que peu de non-grévistes. Mais tous les dirigeants syndicaux se précipitèrent pour exiger *"l'ouverture de négociations, puisque les portes étaient ouvertes"*. En fait, cet épisode illustre leur attitude : tout au long du mouvement, ils voulaient négocier à tout prix et cela signifiait faire arrêter le blocage des portes.

Ce sont les grévistes aux portes eux-mêmes qui s'étaient organisés pour contrer les manœuvres de la direction, s'opposer à quelques cadres un peu excités, s'adresser aux non-grévistes pour obtenir leur neutralité, et déjouer les manœuvres des syndicats qui souhaitaient que tout reste dans l'ordre rapidement.

Si bien que le vendredi, après plus d'une semaine de blocage, la presse locale écrivait : *"Le plus difficile est de finir une grève : aussi bien du côté direction que du côté des syndicats, CFDT, CGT, FO, surtout quand, entre les deux, se trouvent des grévistes incontournables."* Lundi effectivement, l'intersyndicale proposa la fin du mouvement avec l'assentiment de la majorité des grévistes, conscients de ne plus être capable de maintenir le verrouillage des portes.

Sur le plan revendicatif, quasiment rien n'a été obtenu. Les grévistes ont le sentiment de s'être heurtés, non pas à la direction de Bull, mais à l'ensemble du patronat et du gouvernement, et aussi d'avoir raté une occasion, que quelque chose manquait dans cette grève.

Reste que tout n'est pas si noir malgré l'échec. Dans les ateliers et les bureaux, les grévistes ont retrouvé la sympathie de la majorité des non-grévistes.

Et puis le débat est lancé bien au-delà du milieu militant : pourquoi la jonction n'a-t-elle pas été faite avec les autres usines en grève, pourquoi ce qui avait été commencé avec les délégués de service n'a-t-il pas été poursuivi, comment s'y prendre le prochain coup, etc. ?

Cette grève n'a peut-être été qu'une répétition mal réussie certes, mais où ceux qui ont participé ont beaucoup appris et le moral est toujours là.

Correspondant LO

POUSSÉE DE FIÈVRE...

A Roussel-Uclaf (Compiègne)

A l'usine Roussel-Uclaf de Compiègne est installé "Usiphar", où près de cinq cents travailleuses et travailleurs fabriquent et conditionnent des produits pharmaceutiques : comprimés, gélules et implants (pour les animaux).

L'annonce d'une "gratification exceptionnelle" versée à quelques travailleurs d'un atelier a créé une belle effervescence.

Aussi quand les travailleurs ont appris que 21 "GRP" (travailleurs sur les robots, de l'atelier 2007) avaient touché une prime de 2000 F pour certains, et 1200 F pour les autres, la majorité des travailleurs de l'usine a ressenti comme une véritable injustice que cette prime ne soit pas versée à tout le monde.

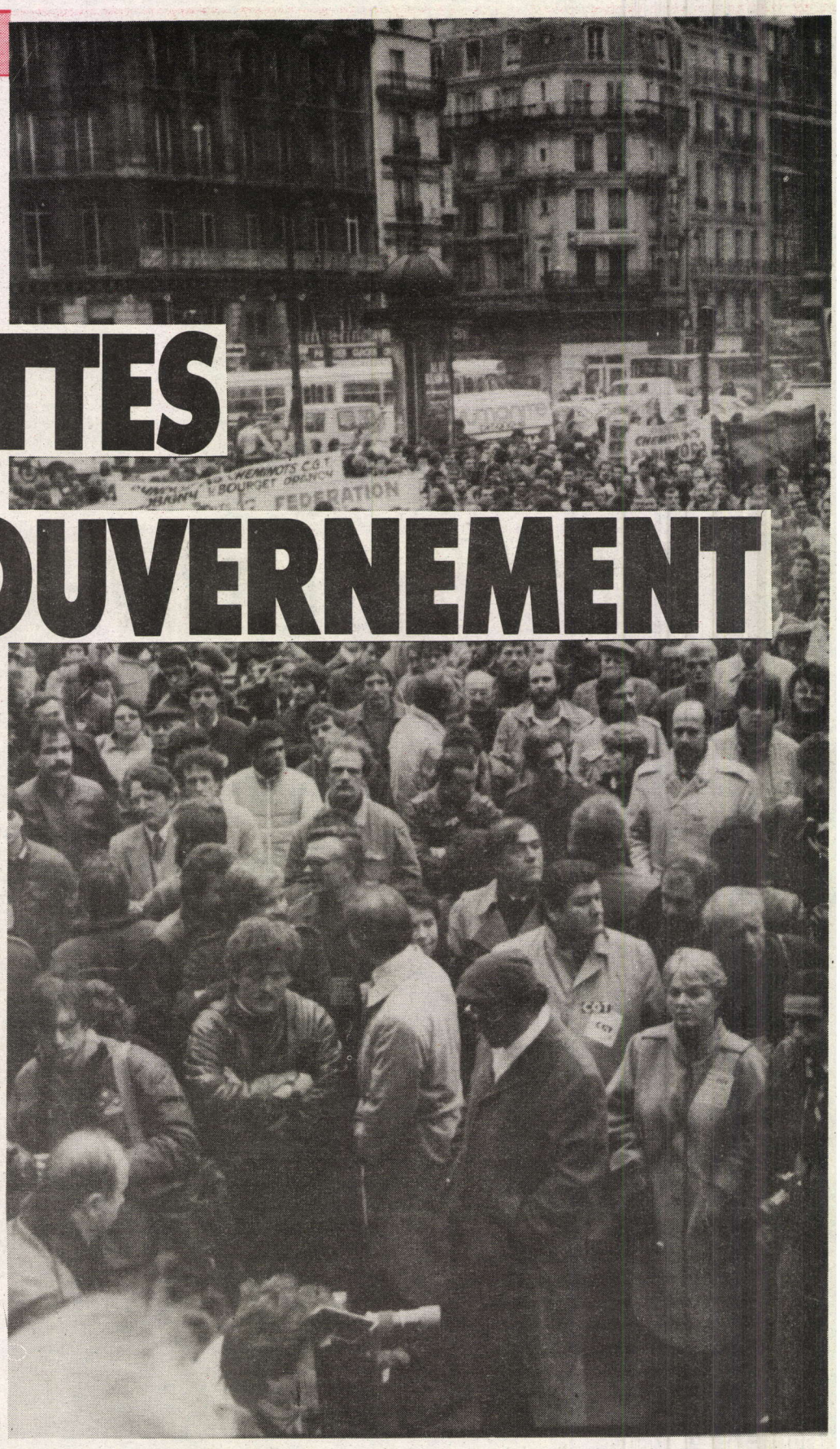
Spontanément, des travailleurs sont allés protester auprès des représentants de la direction. Le chef du personnel a reçu ainsi la visite des travailleurs du "2600", l'autre atelier ultra-moderne où sont fabriqués comprimés, gélules, implants. Ceux-ci étaient particulièrement en colère : ils réclamaient 2000 F pour tous.

Le lendemain, les syndicats CFDT, CFTC et FO allaient à leur tour demander à la direction 2000 F de prime pour tous.

La direction se sentait obligé d'annoncer le versement, dès octobre, d'un acompte de 2100 F à valoir sur l'intéressement 19[illegible] espérant calmer les esprits.

Une semaine plus tard, la direction lâchait un jour de congé supplémentaire et des augmentations individuelles.

EXTENSION DES LUTTES PATRONS ET LE GOUVERNEMENT



Peu avant la journée d'action du 15 octobre, un "réajustement salarial", pour EDF-GDF d'abord, puis pour la SNCF et la RATP, a été annoncé. *"Un coup de pouce"*, nous a-t-on dit, qui porte l'augmentation pour l'année 1987 de 1,7 % annoncé préalablement à 2,1 % avec une répartition en deux foix (1,7 % au 1er mai et 0,4 % au 1er septembre, au lieu de 1 % au 1er juin et 0,7 % au 1er octobre pour la SNCF, par exemple). Ce qui implique le versement d'un petit rappel.

Il ne s'agit cependant là que de l'art et la manière de répandre la poussière, et le secteur public n'est pas le seul concerné par le problème des salaires. C'est le problème de toute la classe ouvrière, secteur privé et secteur public. Le blocage des salaires depuis cinq ans n'est que l'un des moyens mis en œuvre par le patronat et le gouvernement pour augmenter les profits, malgré la stagnation de la consommation.

Le patronat veut faire sauter toutes les réglementations qui l'empêchent de tirer le maximum de la situation, et par exemple il voudrait supprimer le SMIC pour pouvoir pratiquer des salaires aussi bas que le marché du travail le lui permet.

Tous les travailleurs sont aujourd'hui devant la même nécessité de défendre et leur emploi et leur niveau de vie.

Ce n'est pas que la classe ouvrière reste sans réaction. Partout, des travailleurs entrent en lutte, comme le font les mineurs, contre les licenciements et les réductions d'effectifs. Aucun travailleur n'est protégé, ni dans la Fonction publique, ni dans aucune entreprise privée même si elle marche très bien, même si elle fait d'énormes bénéfices.

Mais toutes ces luttes restent isolées les unes des autres, bien que le problème soit commun. Et les dirigeants des centrales syndicales, même ceux qui veulent se donner l'air le plus combatif et radical, ne font rien pour relier ces mouvements les uns aux autres.

Il en est de même dans le domaine des salaires. Beaucoup de travailleurs sont écœurés par le cynisme du patronat qui maintient d'un côté les bas salaires, et d'un autre côté se flatte de ses bénéfices en expansion. Et l'on voit éclater de-ci de-là quelques grèves ayant comme objectif des augmentations de salaires, comme celles que nous rapportons ici.

Mais là non plus, les syndicats ne font rien pour relier les mouvements les uns aux autres. C'est pourtant le seul moyen d'obtenir satisfaction, car seule la crainte d'une extension de la grève à toute la classe ouvrière pourrait faire reculer le gouvernement et le patronat sur les salaires et sur le chômage.

Louis GUILBERT

GRÈVE POUR 500 F PAR MOIS

Chez Renault (Cergy)

Le magasin de pièces de rechange de Renault a été implanté à Cergy-Pontoise, dans le Val d'Oise, il y a environ quatre à cinq ans. Auparavant, il était à Flins où ne reste maintenant qu'une partie de la distribution.

A la création, la direction a embauché du personnel ; mais très vite, l'embauche a été fermée et ce sont des travailleurs des autres usines Renault, de Flins, entre autres, qui ont été mutés pour grossir l'effectif. Il y a actuellement 870 personnes dont un peu moins de 500 ouvriers dans les ateliers, le reste étant en comptabilité, gestion et bureaux divers.

La grève a démarré le jeudi 8 octobre à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO pour 500 francs d'augmentation. Au départ, il y avait environ 200 ouvriers et personne des bureaux.

En fait, ça faisait déjà longtemps que ça menaçait car les salaires sont bas ; surtout pour les embauchés au démarrage qui n'ont aucune ancienneté et pour les catégories les plus basses de la Régie. Et en plus, il y a la dictature et le travail forcé, et les camarades qui arrivent des autres usines de la Régie sont les premiers à ne pas tolérer cela.

Le lendemain, les mêmes deux cents ouvriers ont décidé de bloquer les portes. La grève était minoritaire et la direction voulait faire sortir des camions. Mais à partir de là, toute entrée et toute sortie de voiture a été contrôlée et les camions sont restés dehors.

Pendant le week-end, un piquet est resté et c'est vraiment lundi matin, 12 octobre, que la grève s'est élargie. D'abord parce que des grévistes sont rentrés dans les ateliers et sont ressortis avec des travailleurs qui n'étaient pas en grève jusque-là, et ensuite, dans les bureaux, une quarantaine de personnes sont sorties et ont rejoint la grève.

La direction a tenté de faire entrer des camions, mais c'était surtout pour constituer un dossier pour un éventuel recours à la police ; il y avait les cadres et les huissiers mais ça n'a pas été l'épreuve de force. Tout le monde a même eu un bon moment d'hilarité quand une espèce de machin cravaté s'est mis au volant d'un immense camion pour faire constater à l'huissier qu'il ne pouvait pas sortir et a mis un bon quart d'heure à remettre le camion en place. De toute évidence, il ne savait pas le conduire, car ces immenses semi-remorques... c'est pas des 4 L !

Mercredi, on en était toujours au même point.

La direction "papote" avec les syndicats sur des bricoles, mais sur les salaires, elle se retranche derrière la direction générale qui n'a pas encore pris de décision. Rien n'est réglé et les grévistes ne s'attendent pas à ce que ce soit rapide. Beaucoup de camarades disent que puisqu'on y est... faut pas céder, d'autant que les journaux et la télé commencent à en parler et les succursales et les garages tirent la langue parce que les pièces de rechange n'arrivent plus...

Bien sûr, face à la direction de la Régie, le MPR n'est qu'une petite unité mais la grève est maintenant bien majoritaire dans les ateliers.

Il est seulement dommage que les syndicalistes qui ont la confiance des grévistes et assument la direction de la grève ne cherchent pas à l'étendre à Flins qui n'est pourtant pas bien loin. Les 500 F, cela concerne bien tous les travailleurs de la Régie qui annonce trois milliards de bénéfices sur leur dos.

Et ce serait aussi la meilleure riposte à apporter à la menace de la direction, plus ou moins voilée, de faire appel aux CRS.

Bien sûr la direction est très gênée par cette grève car il n'y a nulle part de stock de pièces détachées et en quelques jours de grève une rupture peut intervenir.

Mais lâcher à Cergy c'est risquer de lâcher ailleurs, chez Renault, et pas seulement chez Renault. La direction de la RNUR et tout le patronat le savent. C'est pourquoi les meilleures chances de les contraindre c'est que la grève fasse tâche d'huile. Ce qui est contraire à la politique des organisations syndicales qui essaient au contraire de convaincre les travailleurs qu'il faut qu'ils restent sur place à bloquer les portes par exemple, plutôt qu'à aller eux-mêmes, d'usine en usine, s'adresser aux autres travailleurs.

Correspondant LO

Dix-sept milliards de recettes supplémentaires pour l'État :

MAIS ON NE DONNE QU'AUX RICHES

Balladur peut exulter : le budget de l'Etat dispose cette année d'un surplus de 17 milliards de recettes, essentiellement d'origine fiscale.

Balladur peut exulter : le budget de l'Etat dispose, cette année d'un surplus de 17 milliards de recettes, essentiellement d'origine fiscale.

Tout d'abord, malgré l'abaissement du taux d'impôt sur les entreprises à 42%, celles-ci ont dégagé suffisamment de bénéfices pour pouvoir verser un excédent d'impôt de 1,7 milliard par rapport aux prévisions. Manifestement, ce n'est pas la crise pour tout le monde.

Ensuite, le dérapage des prix de 3,4% au lieu des 2% prévus, a rapporté 1,8 milliard de TVA supplémentaire.

Et surtout, un bonus de 9,8 milliards provient des impôts sur le revenu ; certains de ces hauts revenus, les hauts salaires, ont augmenté suffisamment pour rapporter plus en impôts malgré les cadeaux du gouvernement.

Ce surplus serait vraiment une aubaine pour l'Etat, s'il voulait en disposer en faveur des nécessiteux ; les organismes de secours, comme celui de l'abbé Pierre, demandent son aide, et le trou de la Sécurité sociale ne demande qu'à être comblé ; l'argent existe, il ne resterait plus à l'Etat qu'à bien l'utiliser.

Non ! Tout cela n'a aucune importance ; ce qui importe à l'Etat, c'est que les riches s'enrichissent toujours plus, quoi qu'il arrive aux pauvres. Ces sommes seront versées sous forme de subventions ou de nouveaux dégrèvements d'impôts aux entreprises et à la bourgeoisie en général.

Tout cet argent ne sera donc pas perdu pour tout le monde. Et cela n'empêchera pas le gouvernement d'invoquer la situation de la Sécurité sociale pour augmenter la contribution des travailleurs en majorant les charges sociales prélevées sur leurs salaires.

Alain CHEVARD

JALOUSIE

Les "privatisations" auraient-elles trouvé un nouvel ennemi, en la personne de... Jacques Calvet, le PDG du groupe Peugeot-Citroën ? Le patron de Peugeot a en effet menacé de donner sa démission, et d'agir auprès des commissions parlementaires pour contrer le gouvernement, au cas où celui-ci déposerait au Parlement son projet de transformation de la Régie Renault en une société anonyme indépendante.

Ce qui chiffonne le PDG de Peugeot est évidemment beaucoup plus simple et terre à terre : c'est que dans le projet gouvernemental, l'Etat pourrait faire cadeau à Renault d'une dizaine de milliards de capitaux supplémentaires, et qu'il est aussi envisagé de faire bénéficier la nouvelle société anonyme Renault de 38 milliards de déductions fiscales sur les impôts futurs de ladite société anonyme, en guise de "reports fiscaux" pour les années précédentes où Renault, alors régie d'Etat, était déclarée déficitaire.

De quoi rendre le groupe Peugeot-Citroën jaloux. "Et moi", demande Calvet qui, lui aussi, voudrait en compensation des cadeaux semblables.

Car tous ces capitalistes qui prônent l'économie *"libérale"*, les mérites de *"l'entreprise privée"*, vivent tous en grande partie de la manne étatique. Et ils n'hésitent pas à faire pression par tous les moyens sur le gouvernement pour obtenir des milliards d'aides et dégrèvements fiscaux.

Les patrons pleurent misère, imposent leurs conditions, et piochent abondamment dans les caisses de l'Etat. Il n'y a que les travailleurs, eux, pour ne pas encore oser utiliser leur force, leur rôle indispensable dans l'économie, pour exiger leur dû.

O.B.

ÇA VA FORD !

Cette année, Ford, l'un des plus importants trusts automobiles au monde, a dégagé des bénéfices si considérables... qu'ils lui posent un sacré problème : que faire de tout cet argent ?

D'après le journal patronal *Les Echos* (n° du 12 octobre), il semble bien que la firme se soit engagée dans une véritable partie de Monopoly géant.

Les regards de Ford se sont d'abord tournés en direction d'Alfa-Roméo, l'an dernier, mais le coup a raté. Il y a quelques semaines, Ford prenait le contrôle d'Aston Martin Lagonda, une firme britannique d'automobiles de luxe. L'appétit du constructeur américain se porte actuellement sur une autre firme britannique du même genre, peut-être aussi sur une petite usine de composants électroniques pour l'automobile, en Ecosse ?...

Mais il ne s'agit là, somme toute, que de broutilles, qui ne délesteraient Ford que de quelques dizaines, ou au mieux de quelques centaines de millions de francs à chaque opération.

Or, Ford dispose de près de 10 milliards de francs de bénéfices inemployés.

Mais alors, ces 10 milliards qu'en faire ?

Augmenter les dividendes versés aux actionnaires du groupe ? Certes. Ford y a pensé... Ainsi, la firme vient de les augmenter de 33% pour le seul premier semestre de cette année. C'est la hausse la plus importante de toute l'histoire du groupe... Mais cela ne représente guère que 380 millions de francs, une misère... Restent donc 9 milliards et 620 millions de francs à caser ! Pas si facile...

Et puis, est arrivée l'aubaine.

Dans les pays où c'est encore possible, les Etats privatisent à tout va tout ce qui leur reste, afin de combler leur déficit budgétaire, comme en France, mais aussi comme en Allemagne, où le gouvernement ouest-allemand envisage de vendre les 16% qu'il détient au sein du groupe Volkswagen... Alors, évidemment, par l'odeur alléché, du moins selon des rumeurs secrètes non démenties, Ford a pointé son museau. C'est que cela lui permettrait d'employer 6 milliards de francs. Il ne resterait plus alors que quelque 3 à 4 milliards à placer quelque part. Mais, avec un peu de patience, Renault sera bien un jour mis en vente, et il restera bien un petit morceau pour Ford.

En tout cas, il y a bien une hypothèse que l'on peut se passer d'envisager, c'est que Ford investisse dans les salaires de ses ouvriers, qu'il les augmente, afin d'éponger ses bénéfices.

Mais au contraire, pour les ouvriers de Ford, aux Etats-Unis, comme en Allemagne, comme en France, comme partout dans les pays occidentaux, seuls sont au menu les discours sur la productivité — entendons, les salaires bloqués. Là-bas comme ici, on dit aux travailleurs qu'il faut se sacrifier pour être compétitifs... pour défendre l'entreprise et l'industrie nationale.

Pierre REDON

la Chapelle-Darblay

LE GOUVERNEMENT DÉFEND LE DROIT DE GRÈVE...

...MAIS FAIT PAYER LES CONTRIBUABLES

L'important c'est d'être, malgré tout, dans les petits papiers du gouvernement (AFP).

Une fois n'est pas coutume, on a vu le gouvernement s'opposer à une décision patronale. C'était à la Chapelle-Darblay, où le PDG canadien, John Kila, avait mis à pied 57 salariés pour fait de grève.

Ainsi, Séguin et Madelin, entre autres, ont obligé la direction à reculer, en multipliant les déclarations de principe sur le respect du droit de grève.

Alors, est-ce vraiment le droit de grève qui préoccupe ainsi nos ministres? Probablement pas. Le gouvernement n'est pas passé en une nuit du côté des travailleurs. La surenchère à laquelle tous les ministres se livrent depuis mars 1986 dans les mesures anti-ouvrières ne laisse aucune ambiguité sur le camp dans lequel ils se trouvent.

Ce gouvernement, s'il en était besoin, a largement encouragé les patrons à être toujours plus avides de profit. Et les prises de position spectaculaires des ministres dans de telles affaires, leur succès, au besoin, ne sont rien par rapport à tout ce qu'aujourd'hui la bourgeoisie se permet de faire subir aux travailleurs, que ce soit légal ou pas.

On constate simplement que le gouvernement, qui représente les intérêts généraux de la bourgeoisie, est prudent. Il juge jusqu'où les patrons peuvent aller, et ne tient pas du tout à ce qu'une sanction ici ou un abus là provoque un coup de colère, voire qui sait des explosions sociales.

Le ministre des Affaires sociales vient d'ailleurs de déclarer : *"Je me demande si l'on pourra indéfiniment laisser aux juges le soin de supporter seuls le fardeau de la réglementation de la grève dans le secteur privé. Peut-être faudra-t-il, un jour ou l'autre que le législateur, c'est-à-dire la majorité gouvernementale, réponde à l'invitation du constituant de 1946 et se décide à réglementer lui-même le droit de grève"*. Si le gouvernement veut pouvoir contrôler et limiter les initiatives des patrons et des juges, c'est quand même pour aller dans le même sens qu'eux, celui de la *"réglementation"*, c'est-à-dire de la restriction.

Alors en attendant, pas gêné, le PDG de la Chapelle-Darblay est passé au chantage aux subventions : si l'Etat ne lui donne pas de suite 50 millions, il dépose le bilan et met à la rue 4000 travailleurs (selon ses propres calculs). Ce n'est pas la première fois qu'il fait le coup, et jusque-là cela avait très bien marché.

En 1984, alors que lui-même n'avait apporté qu'un million de francs, il avait obtenu de l'Etat dirigé alors par les Socialistes 1,4 milliard de subventions et 900 millions de prêts à taux nul !

Critiquant vertement la générosité socialiste, le gouvernement de Chirac, lui, semble mettre un point d'honneur à ne pas payer davantage. Seulement, si l'entreprise venait à disparaître, cela abîmerait beaucoup les chiffres du commerce extérieur qui n'en ont pas besoin.

En effet, la Chapelle-Darblay est le premier producteur français de papier pour les journaux et les magazines. Et si l'on devait acheter l'équivalent de sa production à l'étranger, cela reviendrait à environ 1 milliard de francs par an.

Un gouvernement qui se flatte de ses résultats économiques ne peut guère imaginer une telle éventualité avec le sourire...

Alors, apparemment, pour le PDG, tout est bien qui va finir bien. On semble se diriger vers une solution où l'Etat ne donnerait pas un sou... Mais où il laisserait le Crédit Lyonnais, une des dernières banques encore nationalisées, le faire à sa place.

Par le chômage ou par les impôts, ce sont toujours les mêmes qui payent.

Jean RAYNARD

télévision

C'EST VERDUN SUR LES ONDES

Bouygues et Hervé Bourges, l'ancien PDG de TF1. Préparez-vous à l'attaque ! (AFP).

Plus de doute possible, c'est la guerre entre les chaînes de télévision, celles qui sont privatisées du moins.

Dans cette guerre de tranchées, le PAF (Paysage audiovisuel français) est traversé par une imposante ligne de défense. Le roi de cette nouvelle ligne Maginot, c'est naturellement Bouygues : quoi de plus normal, puisque c'est un marchand de béton? Bouygues a donc hérité du réseau national TDF, construit depuis trente ans aux frais du contribuable. Cela lui assure une position qu'il défend avec acharnement, face aux autres chaînes privées, qui, à défaut de pouvoir contourner la ligne en passant par la Belgique, en sont réduits à adopter la stratégie de la guérilla.

Dans cette guerre, il y a aussi des armes tactiques : le même Bouygues n'hésite ainsi pas une seconde à attaquer la CNCL en justice, pour avoir, paraît-il, trop étendu les réseaux de la 5 et de la 6 qui, de leur côté, se plaignent que l'Etat n'a pas tenu parole en leur assurant un réseau normal de réémetteurs.

Dans cette guerre il y a bien sûr des blessés : la 5 semble en faire partie, elle qui a dû renoncer aux garanties qu'elle avait offertes aux annonceurs, et même leur rembourser de l'argent ! On murmure dans les tranchées qu'Hersant songe à faire appel à Ambroise Roux comme brancardier.

Mais le pire, pour les téléspectateurs du moins, c'est le bombardement des spots publicitaires. C'est un véritable tir de barrage : de 1986 à 1987, on est passé de dix-huit minutes de pub autorisées par jour à douze minutes...par heure ! Et encore, TF1 notamment est obligée de rappeler constamment à l'ordre ses artificiers qui ont tendance à faire du zèle !

Comme tout bombardement, cela fait beaucoup de bruit, cela fait partir beaucoup d'argent en fumée, et c'est somme toute plutôt ennuyeux à regarder.

La télévision d'Etat, c'était calme et peut-être pas très diversifié. La télé privée, c'est le jour le plus long.

Mais la guerre cela fait également bien souvent des morts. Et peut-être tout cela s'arrangera-t-il un jour lorsque la plus vigoureuse aura éliminé ou annexé toutes les concurrentes et qu'on aura la paix des cimetières avec une seule chaîne privée cette fois qui possédera le monopole des annonceurs.

On pourra alors goûter tranquillement le plaisir d'une minute d'émission par heure, alternant avec cinquante-neuf minutes de publicité chèrement gagnée.

J.R.

Renault-Flins

ON NE PEUT PLUS LE VOIR EN PEINTURE

Sur une des deux chaînes de peinture de l'usine, la vingtaine de peintres en cabine se sont mis en grève pendant trois jours parce qu'ils n'arrivaient plus à supporter le régleur qui harcèle tout le monde, toute la journée, et aussi pour quelques revendications du secteur.

Il y a beaucoup de discussions avec la direction, mais les peintres se sont aperçu bien vite qu'elle essayait de les endormir et qu'elle ne cédait rien d'important.

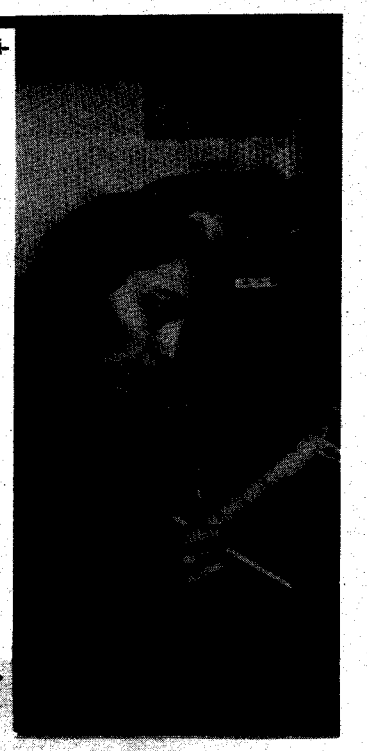
A deux reprises, tous les grévistes sont allés discuter sur le reste de la chaîne pour expliquer les raisons de leur grève ; ça a soulevé pas mal de discussions, sur les salaires, entre autres.

Mais au fond, les peintres ne cherchaient pas vraiment à élargir la grève. Dans la tête de beaucoup, c'était une affaire entre eux et le chef. Ça explique d'ailleurs que la deuxième équipe du même secteur, convaincue que les grévistes avaient totalement raison, n'a quand même pas débrayé.

Le quatrième jour, les peintres ont décidé de reprendre. La direction n'a pas cédé et le chef est toujours là. Mais il y a eu une explication bien claire avec les peintres du style : *"On va reprendre le travail mais tu n'as pas intérêt à continuer, sinon on se remet en grève immédiatement"* ; et vu l'ambiance à la reprise, de toute évidence, c'est vrai.

téléphone public-profits privés

LE FIL DIRECT



Les industriels sont les gros combinards du combiné.

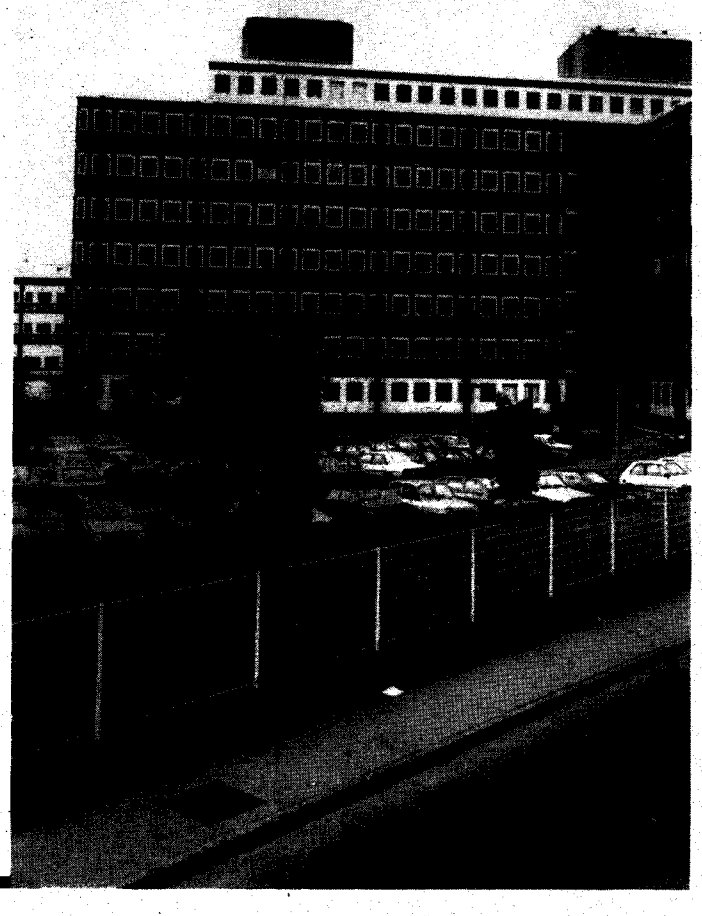
Les abonnés au téléphone reçoivent actuellement avec leur facture un papier des Télécom les informant que : *"A partir du 1e novembre 1987, les Télécom sont assujetties à la TVA sur tous leurs produits et services"*, au taux de 18,6 %.

La direction des Télécom s'empresse de préciser que, pour les particuliers, cela ne changera pas la somme à payer, la part déboursée au titre de la TVA étant simplement indiquée séparément sur la facture. Elle s'empresse aussi de souligner que, pour les entreprises, ce sera une importante réduction de leurs frais de téléphone, puisqu'elles pourront récupérer la TVA...

Au total, selon la propre publicité des Télécom, cela représentera *"7 milliards d'économie pour trois millions d'entreprises"*. C'est le budget des PTT qui épongera la note de cette gracieuseté.

En principe, dans le cadre du service public, tous les usagers sont égaux devant les tarifs du téléphone, mais il faut croire que les patrons de toute taille sont plus égaux que les usagers domestiques, puisque tout cela revient à leur facturer l'unité Télécom à 0,61 F, au lieu de 0,73 pour le commun des mortels.

Les ministres sont vraiment à l'affût de toutes les astuces, de tous les procédés possibles pour trouver des cadeaux à faire à la bourgeoisie, d'une manière ou d'une autre. Et les PTT, qui se vantent d'être des "partenaires des entreprises", ont encore sous le coude d'autres projets de la même veine, par exemple la privatisation des secteurs et services où il y à des profits à faire. Mais, bien sûr, leurs "partenaires" de prédilection demeurent les grandes entreprises capitalistes : au budget de 1987, 7,3 milliards ont déjà été prélevés pour l'aide directe à l'industrie électronique. Au budget de 1988, ce sont 7,5 milliards qui sont prévus à ce titre... Merci pour Alcatel, et derrière elle la CGE !



LE FRIC-ROI

On n'a jamais autant parlé de milliards qui valsent et de magnats qui ne savent que faire de leurs gros sous qu'en ces temps de crise, de chômage massif, d'accroissement du nombre des sans-abri.

A cette provocation permanente, *Antenne 2* apporte une pièce de plus, jeudi 15 octobre, en consacrant une émission d'une heure et demie, *Edition spéciale*, aux milliardaires : de Liliane Bettencourt à la famille Dassault, en passant par la famille Seydoux, Bouygues ou autres dont les noms sont moins connus du grand public.

A la télé, on considère sans doute la richesse des uns comme un spectacle attrayant pour la masse des autres... pas avant 22 heures, malgré tout, comme il se doit pour une émission obscène.

TRAVAILLE ET TAIS-TOI

En Italie, les ministres discutent de la nécessité de prendre une loi pour limiter le droit de grève dans les services publics. Ils invoquent la multiplication des grèves "sauvages", c'est-à-dire des grèves décidées par des travailleurs en dehors du contrôle des grandes centrales syndicales ou en contestation de leur politique coopérante avec le pouvoir. Contre ces mouvements, il conviendrait de protéger les usagers des services publics...

Ce n'est pas encore fait, semble-t-il, mais comme on le voit, l'absence d'une contre-attaque généralisée de la classe ouvrière, l'émiettement des réactions des travailleurs laissés sans direction d'ensemble, inspirent au patronat et au gouvernement, là-bas comme ici, le même désir de pousser leur avantage et d'aller plus loin dans leur offensive.

Nouvelle-Calédonie

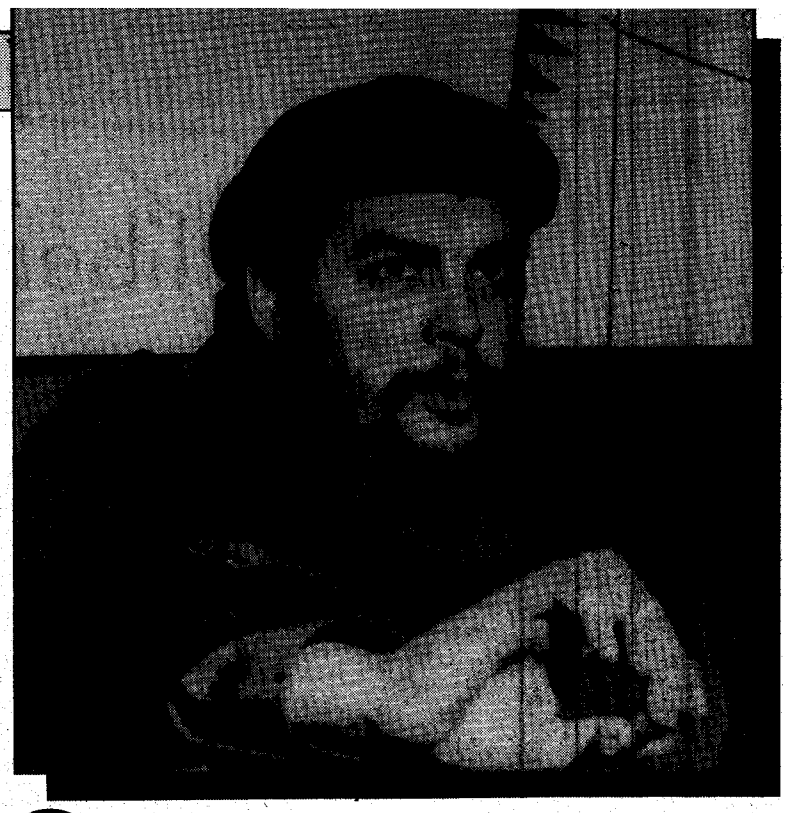
DES MILICES PRIVÉES CONTRE LES GRÉVISTES

Vendredi 9 octobre devant le siège de la société Indosuez à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, des employés tenaient un piquet de grève, après l'échec des négociations salariales. A l'appel d'une intersyndicale regroupant Force Ouvrière, l'Union des syndicats de travailleurs et des Kanaks exploités et la Confédération syndicale de Nouvelle-Calédonie, les grévistes, dont certains étaient Kanaks et d'autres de souche européenne, avaient cadenassé avec des chaînes les deux entrées de la banque. La direction avait alors saisi la justice pour obtenir l'évacuation des lieux.

Et ce ne fut même pas la police qui intervint : ce fut un commando composé d'une dizaine de Wallisiens dirigé par un certain Morini — responsable du service d'ordre du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) — qui agressa violemment les grévistes.

La police — présente sur les lieux au moment des incidents — laissa faire.

Ce n'est certes pas la première fois que dans les territoires colonisés ou bien même en métropole, les patrons font appel à de tels nervis. Mais en Nouvelle-Calédonie, après les affrontements entre le pouvoir colonial et les indépendantistes, ces incidents montrent que la ligne de partage passe aussi entre les patrons prêts à défendre directement leurs intérêts et les travailleurs, quelle que soit leur origine.



ERNESTO GUEVARA

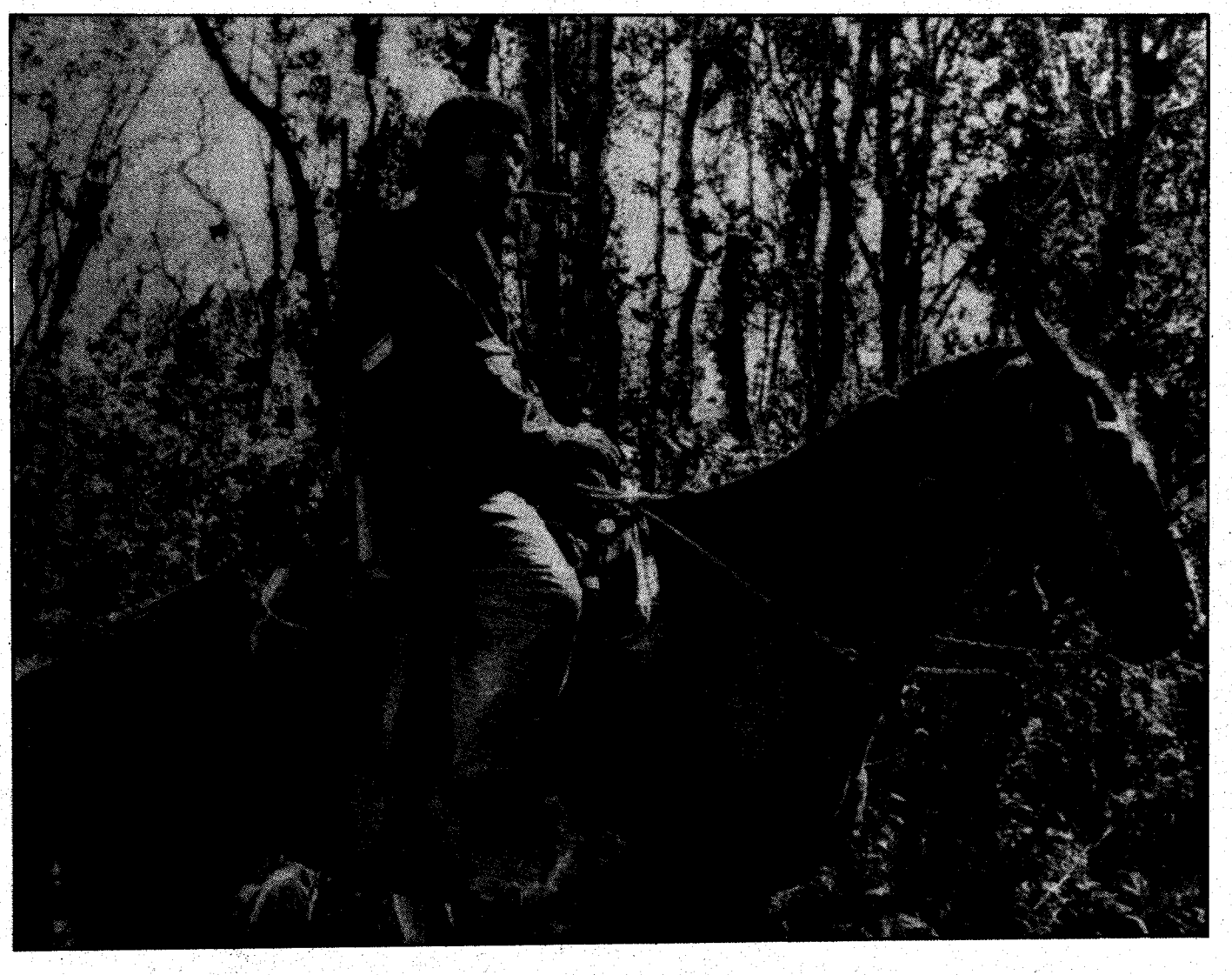
révolutionnaire mais pas internationaliste

Il y a vingt ans, était assassiné en Bolivie Ernesto Guevara, plus connu sous son surnom de "Che" Guevara. Il est mort comme il avait vécu : en combattant. Il fut fait prisonnier par l'armée bolivienne, avec un groupe de guérillos, et assassiné immédiatement après, sur ordre de l'état-major, par un sous-officier.

Aujourd'hui, *Le Monde*, avec d'autres, présente la mort de "Che" Guevara comme la fin d'une époque, celle qui avait vu la tentative d'étendre à d'autres pays la révolution cubaine. Car pour les gens comme le rédacteur du *Monde*, Che Guevara symbolise l'internationalisme révolutionnaire, qui aurait disparu avec lui.

Pourtant, Che Guevara n'avait rien d'un internationaliste et il ne s'était jamais présenté comme tel. Il dut sa renommée à son combat pour la révolution cubaine. Pendant cinq ans, de 1959 à 1964, il exerça auprès de Fidel Castro la fonction de ministre de l'Industrie à Cuba. Lui-même était argentin. Et il voulut reproduire ce type de révolution dans d'autres pays d'Amérique latine. Contrairement à bien d'autres, il eut le mérite et le courage de renoncer personnellement au pouvoir, d'abandonner ses fonctions officielles à Cuba, pour recommencer ailleurs la même tentative révolutionnaire.

Son personnage rappelle celui du nationaliste révolutionnaire du 19e siècle, Simon Bolivar, dont se réclament aujourd'hui tous les nationalistes latino-américains, quel que soit leur pays. Che Guevara était un Bolivar, quoique sans doute de moindre envergure.



Comme tous les chefs révolutionnaires nationalistes, Che Guevara ne fit pas le choix de s'appuyer sur le prolétariat, et cela l'amena à prôner et à pratiquer comme seule forme de combat révolutionnaire une guérilla censée s'appuyer sur la paysannerie. Cela allait limiter par avance ses perspectives. Car ainsi, il renonçait à s'appuyer sur la seule force sociale qui puisse être porteuse de l'internationalisme, la seule qui n'ait pas de frontières, à savoir la classe ouvrière.

"Che" Guevara, tout comme l'ensemble des nationalistes du Tiers Monde, fussent-ils révolutionnaires, niait tout rôle à la classe ouvrière, ces nationalistes ne liaient pas leur combat à elle, n'avaient aucune confiance en sa capacité à transformer la société. Ils la combattaient même : tous les régimes mis en place par ces nationalistes, à commencer par Cuba, ont muselé la classe ouvrière, l'ont empêchée, y compris par la force, de s'exprimer politiquement, a fortiori d'avoir un rôle dirigeant dans la société.

Si l'échec de "Che" Guevara prouve quelque chose, ce n'est pas celui de l'internationalisme. C'est au contraire celui d'un nationalisme qui croyait pouvoir remplacer une réelle politique internationaliste par une juxtaposition de politiques nationalistes.

Le régime de Castro n'a jamais cherché à étendre sa révolution, à s'adresser aux peuples des autres pays pour qu'ils rejoignent le peuple cubain. Il se bornait à approuver lorsque d'autres, comme "Che" Guevara, prenaient l'initiative d'impulser des mouvements similaires ailleurs.

Tous ces dirigeants nationalistes, pour justifier leurs choix sociaux, expliquaient que les idées communistes, les idées de la révolution prolétarienne internationale, étaient des idées dépassées.

Seulement maintenant que "Che" Guevara est mort, que le régime de Castro ne fait que se survivre, on voit bien que c'est en fait la politique étroitement nationaliste de ces dirigeants qui a été vite dépassée, et que tous les mouvements nationalistes qui, depuis la Deuxième Guerre mondiale, ont dirigé la lutte des peuples du Tiers Monde, de la Chine à Cuba en passant par l'Algérie et le Vietnam, les ont menés dans des impasses.

Car, pour offrir une solution à ces peuples, il ne suffit pas de combattre l'impérialisme, il faut se donner les moyens de l'abattre. De l'intérieur.

Il ne suffit pas d'être "anti-impérialiste", comme le sont ces nationalistes, il ne suffit pas de vouloir ménager à leur pays, petit ou grand, mais toujours opprimé et pauvre, un espace moins restreint au sein de l'impérialisme mondial. Non, la seule véritable solution, c'est la révolution prolétarienne internationale, qui seule pourra abattre l'impérialisme en tant que système mondial. Car elle seule pourra mettre en branle la force qui pourra le détruire de l'intérieur : la classe ouvrière des pays industrialisés.

Alors, bien sûr, "Che" Guevara a voulu choisir le camp des opprimés. La façon dont il est mort est le prolongement de sa vie et de ses choix. Et, pour cela, il reste une des grandes figures du combat pour la liberté. Mais il n'avait pas choisi le camp du prolétariat. Et, vingt ans après, on voit que cela l'a empêché, lui et ses camarades, d'ouvrir une véritable perspective aux opprimés.

Jean RAYNARD

la «libéralisation» en Turquie ?

A L'OMBRE DES BAÏONNETTES !

Périodiquement, depuis 1983 (trois ans après le coup d'Etat de septembre 1980 du général Evren), la Turquie est présentée comme "*avançant sur la voie du rétablissement de la démocratie*". Des preuves? La tenue d'un référendum le 6 septembre dernier pour ou contre la levée de l'interdiction frappant les anciens dirigeants politiques, et puis l'annonce d'élections anticipées prévues pour le mois de novembre...

Déjà, dans les riches pays industriels, les jeux du parlementarisme ne sont que des jeux d'ombres, qui servent avant tout à tromper les travailleurs. Dans les conditions de la Turquie, comme de tant d'autres pays pauvres de par le monde, ce ne sont que des simulacres qui ne peuvent rien signifier pour les masses misérables.

Aux possédants et aux dirigeants turcs, comme à ceux des "démocraties occidentales", ce genre de simulacres peut peut-être suffire, pour donner du régime une image plus acceptable officiellement (surtout qu'il est question de l'admettre dans la CEE). Mais la réalité de la Turquie, c'est la dictature brutale, dictature qui demeure indispensable pour maintenir le joug des possédants et de l'impérialisme sur une population réduite à la misère.

MISERE QUOTIDIENNE

Il suffit de voir les visages, l'habillement de la population dans les quartiers populaires, de voir des centaines et des milliers d'enfants et d'adultes, essayant qui de vendre un verre d'eau, quelques morceaux de galette, un épis de maïs ou un morceau de pastèque, qui de cirer les chaussures, pour avoir une idée déjà précise de la misère qui règne.

Le chômage a considérablement augmenté ces dernières années. On compte pas moins de 5 millions de chômeurs sur une population de 51 millions de personnes. Ils ne touchent aucune indemnisation. Quant à ceux qui ont un emploi, une bonne partie touche par mois aux alentours de 50 000 livres turques (soit un peu plus de 300 F). Des travailleurs qui ont plus de dix ans d'ancienneté touchent à peine 60 000 livres (400 F environ). Mais rien que les loyers dans les bidonvilles sont déjà de l'ordre de 40 000 livres.

On estime que le pouvoir d'achat des travailleurs a diminué de 60% depuis 1980, l'année du coup d'Etat militaire du général Evren. Par exemple, en janvier 1980, il fallait l'équivalent de 18 minutes de travail pour acheter un kilo de pain ; il fallait pour cela 40 minutes en janvier 1987. Rançon de la misère, la prostitution a pris une grande ampleur et est en passe de faire de la Turquie les Philippines du Proche-Orient.

Mais pour d'autres, la Turquie est un jardin de roses. Tous les records de profits ont été battus par les capitalistes. Les patrons peuvent embaucher et licencier comme ils veulent. La corruption règne en maître. Les membres du parti gouvernemental et leurs partisans amassent des fortunes en quelques années.

RÈGNE DE L'ARBITRAIRE

Depuis l'instauration du régime militaire, en 1980, plus de 200 000 personnes, en majorité de gauche ou d'extrême-gauche, sont passées par les prisons, les tortures, les bastonnades et les humiliations.

Ceux qui sont passés par la prison se sont vu retirer tous leurs droits. Ils ne peuvent obtenir un poste de travail dans l'administration. Ceux qui en avaient un l'ont perdu. C'est vrai également des personnes qui étaient connues pour leurs idées de gauche, même si elles n'ont pas été condamnées par un tribunal. Des dizaines de milliers d'enseignants et de fonctionnaires ont ainsi perdu leur gagne-pain.

Les travailleurs qui ont eu une part dans l'organisation des grèves et des luttes d'avant 1980 ont été licenciés, et des listes noires ont été établies. Ainsi, la classe ouvrière s'est trouvée privée de ses éléments les plus conscients. Le DISK, le syndicat qui rassemblait les militants les plus à gauche et les plus combatifs, reste interdit. Seul est autorisé le syndicat Turk-Is, qui est pro-gouvernemental et pro-patronal.

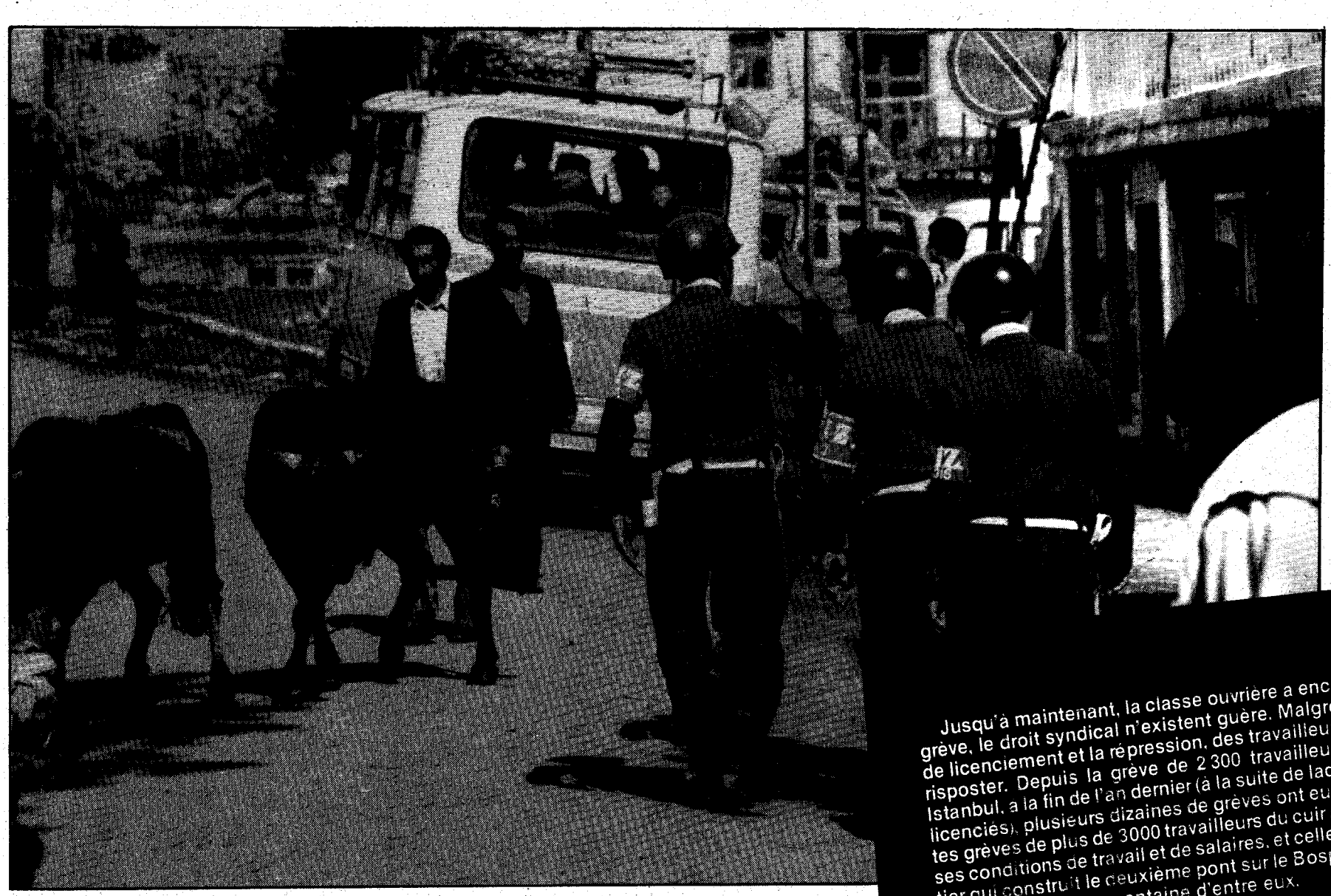
Au cours de l'année passée, une partie des prisonniers politiques a été libérée. Mais une épée de Damoclès reste suspendue sur leur tête. Ils n'ont pas le droit d'être membres d'une organisation et ne peuvent quitter le pays. Sous n'importe quel prétexte (par exemple reconstitution d'une organisation dissoute ou propagande communiste), ils peuvent retourner en prison pour des années encore.

Récemment, certaines revues de gauche et d'extrême-gauche ont pu commencer à paraître. Mais elles sont obligées de pratiquer l'autocensure, et sont menacées d'être saisies et poursuivies devant les tribunaux d'exception. Cela s'est déjà produit pour plusieurs d'entre elles.

En somme, si la dictature paraît relâcher un peu son emprise, le bâton est toujours là pour frapper. La présence de l'armée dans les rues reste notable ; ses tribunaux et ses prisons continuent de faire régner leur ordre.

Aujourd'hui encore, on compte plus de dix mille prisonniers politiques. Un certain nombre d'entre eux ont fait une grève de la faim, à travers tout le pays, pour protester contre les tortures et les mauvaises conditions de détention. Des parents et des proches ont organisé des comités de soutien. Début septembre, une centaine de personnes, parties en car pour manifester à Ankara, ont été arrêtées à l'entrée de la ville. Tout le monde a été arrêté et tabassé. La sœur d'un prisonnier a trouvé la mort.

Plusieurs dizaines d'étudiants, qui ont manifesté contre la dictature l'an dernier, se trouvent toujours en prison.



Pauvreté et présence militaro-policière quotidiennes en Turquie. (Photo Gamma)

Jusqu'à maintenant, la classe ouvrière a encaissé les coups. Le droit de grève, le droit syndical n'existent guère. Malgré cela, malgré les menaces de licenciement et la répression, des travailleurs commencent à réagir et à riposter. Depuis la grève de 2 300 travailleurs de l'entreprise NETAS à Istanbul, à la fin de l'an dernier (à la suite de laquelle 200 travailleurs ont été licenciés), plusieurs dizaines de grèves ont eu lieu. On peut citer les récentes grèves de plus de 3000 travailleurs du cuir à Istanbul, contre les mauvaises conditions de travail et de salaires, et celle des 700 travailleurs du chantier qui construit le deuxième pont sur le Bosphore pour protester contre le licenciement d'une centaine d'entre eux.

LES FORCES AMÉRICAINES ACCENTUENT LEUR PRESSION SUR L'IRAN PENDANT QUE GORBATCHEV REGARDE AILLEURS...

Chaque jour de ces deux dernières semaines, la guerre de l'Iran-Irak est revenue en tête de l'actualité. La chasse irakienne endommage les pétroliers affrétés par l'Iran, l'artillerie iranienne riposte par des bombardements terroristes sur les villes irakiennes, (le dernier tir de missile sol-sol iranien a touché une école à Bagdad faisant trente-deux morts dont vingt-neuf enfants et deux cents blessés !)

Dans le même temps, on a vu les Etats-Unis intervenir directement. Des hélicoptères américains ont fait feu sur des vedettes iraniennes.

Evidemment, pour l'instant, côté US comme côté Iran, on préfère appeler ça des "incidents clos" **; ça laisse des portes de sortie, mais jusqu'à quand ?**

Manœuvres navales iraniennes d'août 1987. Face à la flotte US, des vedettes rudimentaires à peine armées... (Photo Gamma)

Aujourd'hui, si les Etats-Unis déploient de telles forces aéronavales dans le Golfe, c'est pour exercer une pression telle sur l'Iran, qu'à défaut de mettre le régime de Khomeiny à genoux (les Etats-Unis n'y ont pas réussi depuis 7 ans et il n'y a guère de raison qu'ils puissent espérer y parvenir aujourd'hui), ils puissent du moins l'amener à négocier une "paix" à certaines de leurs conditions. Celles-ci seraient-elles acceptables pour le régime iranien, c'est une autre histoire.

Le régime iranien pourra-t-il encore tenir longtemps face à un tel déploiement de forces ?

C'est difficile à dire. Car il y a encore beaucoup de "peut-être".

Peut-être le gouvernement américain va-t-il tenter d'obtenir un embargo plus efficace sur les ventes d'armes à l'Iran de la part des pays européens. Mais les Etats-Unis sont-ils en mesure de l'obtenir ? Ce n'est pas sûr, car les pays européens, qui importent une part sensible de leur pétrole d'Iran, ont besoin de ce pétrole, et donc de ne pas trop détériorer leurs relations avec l'Iran, en tout cas de ne pas rompre.

Mais après tout, les puissances européennes (Angleterre, France, Italie), et même le Japon désormais, ont aussi une flotte qui circule aux alentours du golfe Persique.

Face à une intensification de la pression militaire américaine et occidentale, il n'est même pas certain qu'il resterait à l'Iran le recours de se tourner vers l'URSS pour se fournir en armes. D'une part parce que, accessoirement, Gorbatchev ne tient sans doute pas plus que cela à retrouver les armes qu'il fournirait à l'Iran en face de lui, chez les rebelles afghans, de la même façon que les Américains ont retrouvé leurs missiles **Stinger** fournis aux Afghans sur des vedettes iraniennes !

Mais, plus sérieusement, ce qui permet la pression des forces américaines dans le Golfe, c'est aussi l'atmosphère actuelle de détente entre les deux grandes puissances. Vraisemblablement, les USA ont dû obtenir des assurances secrètes de la part de Gorbatchev, malgré les bonnes relations de l'URSS avec l'Iran, qu'il ne donnerait en aucun cas les moyens militaires à Khomeiny de tenir tête aux forces occidentales. Car si l'URSS intervenait pour passer massivement des armes plus décisive...

risque d'ailleurs rarement à un tel jeu.

En outre, au Moyen-Orient, si les Etats-Unis se trouvent aujourd'hui engagés contre l'Iran, l'URSS l'est elle-même en Afghanistan... et les forces américaines ne manqueraient pas de moyens de rétorsion contre l'URSS.

Dans ce contexte, les Etats-Unis finiront-ils par contraindre l'Iran à se rendre à leurs conditions ? On peut difficilement prévoir à ce stade l'issue ou les nouvelles phases de cette guerre.

Car indépendamment des choix des impérialismes, ceux de l'URSS, comme ceux de l'Irak, le régime des ayatollahs est imprévisible. Cela, on le sait ; et cette guerre dure quand même depuis sept ans, avec tout ce que cela suppose de misère, de souffrance et de massacres. Et rien ne dit que, même si le choix est fait par les Etats-Unis d'accentuer encore leur pression militaire sur l'Iran, cette guerre s'en trouverait écourtée.

Pierre REDON

LES MOUSTIQUES PASSENT DE L'AUTRE CÔTÉ

Les Etats-Unis ont préféré un peu monter en épingle l'affaire des missiles américains *Stinger* dont l'Iran serait désormais en possession. De son côté l'Iran acceptait de jouer le jeu, ayant besoin de petits communiqués triomphalistes à fournir à sa population.

L'Iran serait donc en possession d'une arme redoutable : ces fameux missiles *Stinger* qui représenteraient le *nec plus ultra* en matière d'armement, touchant leur cible quasiment à tous les coups, grâce à un système de téléguidage à infra-rouge, permettant de détecter la cible et de la suivre. Le fait que les Iraniens possèdent désormais une telle arme représenteraient un danger pour les Etats-Unis et pourrait justifier une nouvelle intervention directe des forces américaines stationnées dans le Golfe, contre les forces iraniennes.

Seulement, il faut ajouter qu'il s'agit d'une arme individuelle, pesant moins de seize kilos, et si elle est efficace, c'est pratiquement contre des hélicoptères de combat ou d'attaque... Bref, il s'agit d'une arme légère à usage plus défensif qu'offensif.

D'ailleurs, l'Iran les aurait obtenus par le biais de la résistance afghane. Les Etats-Unis auraient en effet livré six cents de ces appareils aux rebelles qui sympathisent, pour certains, avec l'Iran.

Alors si ce matériel était si redoutable, gageons que les Etats-Unis l'auraient gardé pour eux, car ils auraient trop à craindre, en le passant aux rebelles afghans, qu'il ne finisse par tomber aux mains des Russes.

D'ailleurs, la traduction de *Sting*... c'est la piqûre de moustique. On comprend qu'il y ait de quoi donner des boutons aux dirigeants américains.

P.R.

LUTTE OUVRIÈRE

hebdomadaire paraît le samedi - 6 F -

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A LUTTE OUVRIÈRE BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois : 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS À LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20.000 F, durée cinquante ans - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 15.000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

Mitterrand et la dette des pays d'Amérique latine

LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS

(AFP)

GAMMA

◄ Pendant que Mitterrand et Alfonsin se tiennent la main, des millions d'hommes triment pour «payer les dettes» qui ne sont pas les leurs, comme cet enfant qui travaille dans une mine de charbon en Amérique du Sud. ▲

Le périple de Mitterrand en Amérique latine, au cours duquel il a traversé l'Argentine, l'Uruguay et le Pérou, fut placé sous le signe de la défense des droits de l'homme; Mitterrand a tenu à encourager l'évolution des jeunes démocraties... même s'il s'agit là de démocraties sous surveillance, subissant la pression permanente des militaires : *"Nous ne voulons plus avoir à pleurer sur des démocraties défuntes, mais nous tenir fraternels et vigilants aux côtés des démocraties renaissantes"*, s'exclamait Mitterrand devant le Congrès argentin.

Mais plus encore qu'à la *"renaissance de la démocratie"*, c'est au remboursement de la dette que sont surtout allés les encouragements de Mitterrand. Et à un Alfonsin qui constatait *"le contraste qui existe entre la préoccupation exprimée par le monde développé de voir la liberté l'emporter dans le Sud et le peu d'intérêt qu'il accorde au bien-être du Sud"* et qui se demandait *"à quel degré de pauvreté peut résister la liberté"*, Mitterrand rappelait surtout *"l'obligation légitime pour les pays endettés de faire face à leurs échéances"*.

A sa dernière étape, le Pérou, Mitterrand était accueilli en ami par le président Alan Garcia : Mitterrand ne s'est-il pas engagé à *"se tenir, fraternel et vigilant"*, aux côtés des démocraties? Mais sur le problème de la dette, le gouvernement péruvien a décidé de ne consacrer que 10% du profit des exportations au remboursement des emprunts, précisément pour détendre provisoirement la situation intérieure.

Le démocrate Mitterrand, lui, a tenu à être plus ferme qu'en Argentine et à mettre les pendules à l'heure; sortant ses livres de comptes, il a clairement signifié au président Garcia qu'il ne saurait être question d'annuler la dette : il va falloir payer, et jusqu'au bout! Les banquiers français sont d'ailleurs parmi les principaux créanciers du Pérou, pour un montant équivalent à un milliard de dollars. Le montant de cette dette fut employé, il est vrai, à acheter du matériel militaire français, entre autres, douze *Mirage 2000* récemment, par l'actuel gouvernement. Mitterrand a rappelé que *"la justice, c'est aussi le devoir de remplir ses obligations"*, et a invité Garcia *"à ne jamais s'isoler de la communauté internationale"*... de la communauté des banquiers, cela va sans dire!

Les Alfonsin, les Garcia, qui voudraient bien voir alléger, ou au moins étaler les dettes de leurs pays, ne sont pas moins cyniques que les Mitterrand ou les Reagan. Ce sont eux qui se chargent de faire payer leurs peuples. Mais ils sont plus réalistes, sentant qu'il y a des limites au-delà desquelles l'appauvrissement risque d'entraîner des révoltes que ni les illusions qu'ils sont là pour entretenir, ni peut-être même un retour à une dictature militaire ouverte ne sont sûrs d'enrayer.

Mais c'est en représentant des banquiers français que le démocrate Mitterrand visitait l'Amérique latine. Alors, que les démocrates Alfonsin ou Garcia remplissent leur devoir! Quitte à ce que cela ramène l'armée au pouvoir s'ils n'y suffisent pas, pourvu que leurs pays payent.

Alain CHEVARD

LA PAIX... QUELLE PAIX ?

Récompenser une personnalité politique dont l'action en faveur de la paix mériterait la distinction d'un prix Nobel est toujours une entreprise peu aisée, dans un monde où les camps ne cessent de s'affronter et les armes de parler.

Les membres du jury d'Oslo ont donc fort à faire.

Pour tenir la balance égale, le jury remet parfois le prix à deux personnalités, comme en 1973 à l'Américain Kissinger et au Vietnamien Le Duc Tho, tous deux négociateurs à la conférence de paix sur le Vietnam, après que les Américains y aient fait près de 20 ans de guerre. Ou, comme en 1978, aux présidents égyptien Sadate et israélien Begin, pour cet accord de Camp David qu'ils avaient passé sous la houlette des USA, et sur le dos des Palestiniens.

Cette année, en décernant le Nobel de la paix à Oscar Arias, président du Costa-Rica, les membres du jury ont eu la prudence de trouver un homme d'Etat dont peu de monde connaissait l'œuvre. On nous apprend qu'il fut le père d'un plan de paix pour l'Amérique centrale. Soit. La *"récompense est méritée, mais prématurée"* a déclaré Reagan, qui est tout de même bien placé, en tant que principal acteur, pour savoir l'avenir qu'il réserve à la paix dans cette région du monde.

Mais après tout, la firme Nobel, fondatrice du prix, n'était-elle pas à l'origine fabricant de poudre?

LE GÂCHIS DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Les promenades de l'armée française coûtent cher. Le plan "Epervier" et le prêt d'armes à l'armée tchadienne sont évalués par le ministre de la Défense (de la Guerre?) à 1,2 milliard de francs. Le maintien de l'armée française en Nouvelle-Calédonie vaut, lui, un demi-milliard de francs par an. Presque aussi cher que le déploiement de la flotte française dans la mer d'Oman qui va exiger lui aussi près d'un demi-milliard de francs des contribuables!

La base militaire au Gabon aura coûté cette année 430 millions de francs (dont 130 sont de l'"imprévu"!).

Autant dire que les 31 millions de francs supplémentaires demandés par l'ambassade de France au Liban ou les 46 millions de la Guyane font presque figure de peccadilles.

Au total, ce sont 2,8 milliards de francs tout à fait lourds (comme les chars) qui auront été dépensés en 1987 au titre des opérations extérieures non prévues de l'armée française et donc non budgetisés en 1986. Une somme rondelette qui vient s'ajouter au budget "normal" déjà voté par messieurs les députés l'an dernier.

2,8 milliards, ce serait de quoi verser une prime de 2800 F pour tous les chômeurs qui ne touchent plus d'aide, ou bien l'embauche de près de 2800 travailleurs, pendant un an, à 6000 F, charges patronales comprises!

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995